

## Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2007 après retraitement

Le revenu net retraité s'élève à 348 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une baisse de 43 % (258 millions de dollars) par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent.

Les résultats tiennent compte de l'incidence de pertes de négociation sur produits de base de 237 millions de dollars après impôts (0,46 \$ par action) et d'une charge de restructuration de 88 millions de dollars après impôts (0,17 \$ par action).

### Points saillants des résultats :

#### Comparaison des résultats du premier trimestre de 2007 avec ceux du premier trimestre de 2006 :

- Revenu net de 348 millions de dollars, soit une baisse de 258 millions de dollars ou de 43 %.
- Résultat par action<sup>1</sup> (RPA) de 0,67 \$ et RPA avant amortissement<sup>2</sup> de 0,68 \$, soit une baisse de 0,50 \$ et 0,51 \$ respectivement, ou de 43 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 9,2 %, alors qu'il s'élevait à 17,8 % l'an dernier.
- Les résultats du premier trimestre font état des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars annoncées antérieurement. Une fois prises en compte la réduction de la rémunération liée au rendement et la baisse des impôts sur les bénéfices, ces pertes ont réduit le revenu net de 237 millions de dollars (0,46 \$ par action ordinaire). Les résultats font également état d'une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts et 0,17 \$ par action).
- Abstraction faite des éléments ci-dessus, le revenu net s'établit à 673 millions de dollars, une hausse de 67 millions de dollars ou de 11 %, et le RPA atteint 1,30 \$, une hausse de 0,13 \$ ou de 11 %. Les revenus se sont accrus de 4,1 %, tandis que les frais augmentaient de 2,8 %<sup>3</sup>.
- La charge de restructuration incluse dans les résultats est constituée d'indemnités de départ de 117 millions de dollars en rapport avec la suppression prévue d'environ 1 000 postes, essentiellement ceux d'employés n'ayant pas de contact direct avec la clientèle, et d'autres frais de 18 millions de dollars non liés au personnel.
- Annonce, le 1<sup>er</sup> mars 2007, d'une hausse de 0,03 \$ du dividende par action, ce qui porte le dividende trimestriel à 0,68 \$ par action ordinaire, soit une hausse de 4,6 % par rapport au premier trimestre et de 28 % par rapport à la même période l'an dernier.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent Rapport de gestion, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section Mesures non conformes aux PCGR, de l'Analyse des résultats financiers, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent document le sont sur une base d'imposition comparable.

3 Les résultats qui excluent les pertes de négociation sur produits de base ou la charge de restructuration constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

**Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion retraité sont en date du 28 mai 2007 et ont été mis à jour de manière à tenir compte des pertes de négociation sur produits de base annoncées antérieurement et relatives au premier trimestre de 2007. Les lecteurs de ce Rapport de gestion retraité doivent tenir compte du fait que le contenu de ce Rapport de gestion concernant le premier trimestre de 2007, même s'il a été mis à jour le 28 mai 2007, pourrait ne plus être actuel en raison d'événements ultérieurs ou de la communication ultérieure de renseignements par BMO. Pour obtenir des renseignements plus actuels sur BMO, les lecteurs devraient se reporter aux documents d'information déposés ultérieurement par BMO, notamment le Rapport de gestion relatif aux états financiers intermédiaires de BMO pour le trimestre terminé le 30 avril 2007. Veuillez prendre note que toutes les données financières du premier trimestre de 2007 dans le présent document ont été retraitées pour inclure l'incidence des pertes de négociation sur produits de base relatives à ce trimestre, à moins d'indication contraire.**

# Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le					Variation par rapport au 31 janvier 2006
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	
	Données retraitées 1)					
<b>Points saillants de l'état des résultats</b>						
Revenu total	2 066 \$	2 461 \$	2 570 \$	2 473 \$	2 481 \$	(16,7)%
Revenu total (bic) a)	2 105	2 494	2 603	2 503	2 512	(16,2)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	52	16	42	66	52	0
Frais autres que d'intérêts	1 673	1 613	1 600	1 560	1 580	5,9
Revenu net	348	696	710	651	606	(42,5)
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars)						
Résultat dilué par action	0,67 \$	1,35 \$	1,38 \$	1,25 \$	1,17 \$	(0,50) \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	0,68	1,37	1,40	1,27	1,19	(0,51)
Dividende déclaré par action	0,65	0,62	0,62	0,53	0,49	0,16
Valeur comptable d'une action	28,90	28,89	28,21	27,47	26,95	1,95
Cours de clôture d'une action	70,01	69,45	63,95	64,67	68,30	1,71
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	35,1	34,8	32,0	32,4	34,3	0,8

	Au					Variation par rapport au 31 janvier 2006
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006	
	Données retraitées 1)					
<b>Points saillants du bilan</b>						
Actif	355 491 \$	319 978 \$	311 609 \$	306 307 \$	299 223 \$	18,8 %
Solde net des prêts et acceptations	205 472	190 994	189 893	187 561	178 582	15,1
Dépôts	217 114	203 848	202 094	194 488	193 259	12,3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 472	14 465	14 107	13 779	13 548	6,8

	Pour les trois mois terminés le				
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006
	Données retraitées 1)				
<b>Principales mesures financières</b> (%) b)					
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	17,8	19,1	12,8	16,4	14,2
Croissance du résultat dilué par action	(42,7)	5,5	29,0	6,8	5,4
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	(42,9)	3,8	27,3	5,0	3,5
Rendement des capitaux propres	9,2	19,4	20,3	19,3	17,8
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	9,5	19,6	20,6	19,6	18,1
Croissance du profit économique net a)	(+100)	(1,0)	59,3	0,0	(4,5)
Croissance du revenu	(16,7)	(6,1)	6,7	3,1	2,9
Croissance du revenu (bic) a)	(16,2)	(5,9)	6,7	3,0	3,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	81,0	65,5	62,3	63,1	63,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	79,5	64,6	61,5	62,3	62,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	78,9	64,2	61,1	61,9	62,4
Dotations à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,10	0,03	0,09	0,14	0,12
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	4,19	3,81	3,86	4,58	4,48
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	28,4	27,2	25,2	25,0	26,8
Ratio du capital de première catégorie	9,76	10,22	10,07	10,20	10,41
Cote de crédit					
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3

<b>Autres ratios financiers</b> (% sauf indication contraire) b)					
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	6,0	24,1	8,0	17,7	27,5
Rendement des actions	3,71	3,57	3,88	3,28	2,87
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	15,1	13,5	12,6	13,6	14,6
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,42	2,40	2,27	2,35	2,53
Profit économique net (en millions de dollars) a)	(37)	325	349	302	254
Rendement de l'actif moyen	0,40	0,86	0,90	0,88	0,81
Marge nette d'intérêts	1,38	1,51	1,56	1,51	1,57
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,43	1,55	1,60	1,55	1,61
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	42,1	50,6	52,0	55,0	52,3
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	41,3	49,9	51,3	54,3	51,7
Croissance des frais autres que d'intérêts	5,9	(0,9)	2,0	(0,6)	0,8
Ratio du capital total	11,20	11,76	11,59	11,76	11,89
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,3	4,7	4,7	4,7	4,7

1) Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires retraités pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion » pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les

organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Le revenu net de BMO Groupe financier s'établit à 348 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2007, ou à 0,67 \$ par action. Les résultats comprennent une charge de 325 millions de dollars après impôts, ou de 0,63 \$ par action, pour les pertes de négociation sur produits de base et la charge de restructuration annoncées antérieurement.

Si on fait abstraction de l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration, le revenu net s'élève à 673 millions de dollars ou à 1,30 \$ par action. Sur cette base, le revenu s'est accru de 4,1 % par rapport à l'an dernier, le revenu net a progressé de 67 millions de dollars, ou de 11 %, et le levier d'exploitation s'est amélioré.

L'incidence de la forte croissance des volumes dans l'ensemble des secteurs de PE – Canada et du groupe Gestion privée a été partiellement neutralisée par la hausse des coûts occasionnée par l'augmentation, au cours de la deuxième moitié de l'an dernier, du personnel de première ligne affecté à la vente et au service afin d'augmenter notre chiffre d'affaires. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base, BMO Marchés des capitaux (auparavant appelé « groupe Services d'investissement ») a obtenu de bons résultats, mais son revenu net a diminué, les revenus de négociation ayant atteint un niveau record pour la même période l'an dernier grâce à la grande volatilité du secteur de l'énergie. Les Services bancaires PE – États-Unis ont encore bénéficié de la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises mais continuent de subir les effets des pressions exercées sur les marges.

Par rapport au quatrième trimestre de 2006, le revenu net selon les états financiers a diminué de 348 millions de dollars. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration, le revenu net a reculé de 23 millions de dollars, en raison de la baisse du revenu net du groupe Services d'entreprise. Les résultats des Services d'entreprise au quatrième trimestre avaient bénéficié d'un taux d'imposition exceptionnellement bas et d'une réduction de la provision générale pour pertes sur créances. Cependant, si on fait abstraction des pertes sur négociation de produits de base, le revenu net de chacun de nos groupes d'exploitation a progressé au premier trimestre, après avoir reculé au quatrième trimestre.

Le 17 mai 2007, nous avons annoncé que BMO déclarerait des pertes de négociation sur produits de base de 680 millions de dollars. Une fois prises en compte la réduction de la rémunération liée au rendement, au montant de 120 millions de dollars, et la baisse des impôts sur les bénéficiaires, ces pertes ont réduit le revenu net de 327 millions de dollars (0,64 \$ par action). La perte est liée à l'utilisation d'une méthode plus appropriée d'évaluation du portefeuille de produits de base en fonction du marché et au fait que le marché sur lequel nous pouvions négocier nos positions est devenu de moins en moins liquide et que la volatilité a atteint des niveaux planchers historiques. Auparavant, la valeur de marché du portefeuille faisait l'objet d'une évaluation quotidienne de la part des négociateurs et cette évaluation était ensuite confirmée chaque mois de façon indépendante, d'abord par notre principal courtier externe. Ayant constaté la croissance de notre portefeuille de titres de gaz naturel au début de l'exercice 2007, nous avons cherché à confirmer la pertinence des évaluations auprès d'autres sources indépendantes. L'enquête externe sur les activités de négociation menée ultérieurement à la demande de la direction a soulevé des inquiétudes quant à la fiabilité des évaluations reçues de notre principal courtier externe. Nous avons alors suspendu notre relation d'affaires avec ce courtier, en attendant les résultats de l'enquête externe.

L'enquête a révélé que les pertes visaient à la fois le premier et le deuxième trimestres de 2007. Par conséquent, nous avons retraité les résultats du premier trimestre pour enregistrer des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars. Déduction faite d'une réduction de 87 millions de la rémunération liée au rendement et d'une baisse des impôts sur les bénéficiaires, ces pertes ont entraîné une diminution de 237 millions de dollars (0,46 \$ par action) du revenu net du premier trimestre. Au deuxième trimestre, nous avons comptabilisé des pertes de

## Sommaire du revenu net

(en millions de dollars canadiens)	T1-2007 Données retraitées
Revenu net selon les états financiers	348
Pertes de négociation sur produits de base (après impôts)	237
Charge de restructuration (après impôts)	88
<hr/>	
Revenu net excluant les pertes de négociation sur produits de base et la charge de restructuration	673

négociation sur produits de base de 171 millions de dollars qui, après déduction d'une réduction de 33 millions de la rémunération liée au rendement et d'une baisse des impôts sur les bénéficiaires, ont réduit le revenu net du deuxième trimestre de 90 millions de dollars (0,18 \$ par action). Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés retraités ci-joints.

Comme suite à la révision de l'évaluation et à la comptabilisation d'un rajustement de 509 millions de dollars, le portefeuille de produits de base de BMO est maintenant évalué de façon plus appropriée par rapport à la valeur de marché en date du 31 janvier 2007. BMO poursuit son enquête au sujet des faits et circonstances ayant entouré ces pertes de négociation sur produits de base évalués à la valeur de marché, dans le cadre de laquelle une révision servira à déterminer si des irrégularités ont pu être commises lors des transactions et des évaluations. Compte tenu de la taille et de la complexité de ce portefeuille, il est possible qu'il subisse encore d'importantes fluctuations susceptibles d'entraîner des gains ou des pertes liés à la valeur de marché, du fait de son repositionnement et de la volatilité du marché. Cependant, la réalisation ordonnée ultérieure du portefeuille au fil du temps ne devrait pas occasionner d'autres gains ou pertes financiers importants. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Le 23 mai 2007, nous avons annoncé que nous avons réduit le risque de ce portefeuille d'environ un tiers par rapport à son sommet, qu'une nouvelle équipe de direction avait été mise en place et que nous avons réduit les limites de risque. Notre capital demeure très solide et le ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,76 % à la fin du premier trimestre, les pertes de négociation l'ayant réduit de 14 points de base.

Les rajustements relatifs aux revenus de négociation sur produits de base ont été comptabilisés dans les résultats de BMO Marchés des capitaux. À la suite de ces rajustements, BMO Marchés des capitaux a inscrit une perte nette de 18 millions de dollars pour le premier trimestre, comparativement à un revenu net de 222 millions un an plus tôt. Les pertes de négociation ont été comptabilisées principalement dans les résultats de nos activités aux États-Unis.

Nous avons comptabilisé une charge de restructuration de 135 millions de dollars au premier trimestre et nous procédons à la mise en œuvre des changements connexes. Nous avons prévu environ 50 initiatives destinées à accroître l'efficacité et l'efficacité de l'organisation, dont la mise en place devrait entraîner une perte d'environ 1 000 emplois à temps plein, principalement dans des domaines sans contact direct avec le client. Ces initiatives visent à réduire nos frais d'exploitation de 300 millions de dollars, la moitié de cette économie devant être réalisée d'ici la fin de l'exercice 2007.

Abstraction faite de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration, nous sommes très heureux de notre croissance générale au premier trimestre. Chacun de nos groupes d'exploitation a produit un revenu net de qualité supérieure. Nous avons bénéficié d'un levier d'exploitation favorable, grâce à une croissance du revenu supérieure à celle des frais, et les dotations à la provision pour pertes sur créances sont demeurées stables et peu élevées.

Les Services bancaires PE – Canada et le groupe Gestion privée ont obtenu de bons résultats grâce à la croissance des revenus dans la plupart de leurs secteurs et PE – Canada a accru sa part de marché dans certains de nos principaux segments.

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### Services bancaires PE – Canada

Le revenu net s'est accru de 30 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à la même période l'an dernier et il se chiffre à 292 millions, la forte croissance du revenu ayant été partiellement neutralisée par l'augmentation des frais en partie attribuable à l'augmentation, au cours de la deuxième moitié de 2006, du personnel de première ligne affecté à la vente et au service et par une plus forte dépréciation des investissements effectués l'an dernier. Par rapport au quatrième trimestre, le revenu net a progressé de 20 millions de dollars, ou de 7,1 %, grâce à la croissance des volumes et à l'efficacité de la gestion des frais. Sur douze mois, la croissance du revenu a été supérieure de 2,3 points de pourcentage à celle des frais et la marge nette d'intérêts est restée stable par rapport à la même période l'an dernier et au quatrième trimestre.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, nous nous sommes concentrés sur l'augmentation des volumes des produits à forte marge qui consolident les liens avec la clientèle. Cette stratégie a contribué à la stabilité des marges au cours du trimestre et à la croissance rentable des prêts aux particuliers et sur cartes de crédit. La croissance des prêts hypothécaires a ralenti en raison de notre décision de miser sur le développement des relations avec nos clients en privilégiant les prêts établis par nos succursales plutôt que ceux qui proviennent de tiers, qui sont en baisse. En décembre, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, le premier fournisseur de services financiers des Canadiens d'origine portugaise dans la grande région de Toronto. Nous avons amélioré notre réseau de distribution et, pour 2007, nous prévoyons ouvrir 15 nouvelles succursales, en rénover ou déménager 30 autres et en fermer cinq. Au cours du premier trimestre, nous avons rénové ou déménagé cinq succursales et nous en avons fermé une. Nous avons mené à terme le remplacement de l'ensemble de notre réseau de guichets automatiques. Nos nouveaux appareils comportent de nouvelles fonctions de service à la clientèle qui accélèrent et simplifient les opérations bancaires faites à partir de guichets automatiques.

Le secteur des services bancaires aux entreprises a connu une forte croissance, qui se chiffre à 6,8 % sur 12 mois. Nous continuons à considérer ce secteur comme un de nos points forts, puisque BMO se classe au deuxième rang dans le marché canadien des services bancaires aux entreprises. L'approche intégrée en matière de service à la clientèle et la vaste gamme de produits de PE – Canada lui permettent d'être un leader dans ce secteur. Le lancement d'un nouveau produit dans la catégorie des prêts de moins de un million de dollars et l'établissement, en 2006, de centres de services aux entreprises dans nos trois plus grands marchés urbains, soit Toronto, Montréal et Vancouver, indiquent bien l'importance que nous accordons au secteur des entreprises.

### Services bancaires PE – États-Unis

Le revenu net se chiffre à 29 millions de dollars, soit une baisse de 4 millions, ou de 14 %, comparativement à la même période l'an dernier, mais une augmentation de 5 millions, ou de 22 %, par rapport au quatrième trimestre. La bonne croissance du volume des prêts et des dépôts dans les secteurs des particuliers et des entreprises et le renforcement du dollar américain ont eu comme incidence d'améliorer les revenus, bien que la compression des marges ait réduit cette incidence. Les frais ont augmenté par rapport à la même période l'an dernier en raison des coûts liés à la hausse des volumes d'affaires et en raison de l'augmentation des frais d'exploitation liés à la nouvelle plateforme technologique de nos succursales. Par rapport au quatrième trimestre, les frais ont diminué, ce qui a fortement contribué à l'amélioration de nos résultats.

Nous avons généré une bonne croissance des prêts malgré l'affaiblissement du marché de l'habitation dans une économie qui a ralenti, mais l'incidence de cette croissance a été neutralisée par la

compression des marges. La compression des marges est attribuable aux pressions exercées par la concurrence sur la tarification et par des changements dans l'importance relative des prêts et des dépôts, les clients délaissant les produits à marge élevée pour privilégier les produits à faible marge, tant dans le secteur des prêts que dans celui des dépôts. Nous avons fait de bons progrès relativement au contrôle des frais, le revenu net ayant augmenté de 22 % par rapport au quatrième trimestre. Nous prévoyons réduire nos effectifs, dans le cadre de la charge de restructuration que nous avons annoncée. Nous prévoyons également freiner l'ouverture de nouvelles succursales et, en date du 28 mai 2007, nous envisageons d'ouvrir de trois à cinq nouvelles succursales cette année. Nous poursuivons l'optimisation de la structure de nos succursales, en ayant fermé une et annoncé la fermeture d'une autre pendant le trimestre.

Au début de janvier, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust, une banque locale possédant 32 succursales à Indianapolis et dans les environs, un marché qui se situe au deuxième rang pour le taux de croissance dans le Midwest américain. Cette acquisition a permis à Harris de porter le nombre de ses succursales à 233 à la fin du premier trimestre, ce qui nous rapproche de notre objectif de 350 à 400 succursales dans l'ensemble du Midwest. Les Services bancaires aux entreprises ont annoncé leur expansion dans le marché de Phoenix au cours du trimestre. Harris est présent en Arizona depuis plus de 30 ans, par l'entremise de son groupe de gestion de patrimoine, Harris Private Bank. Comme plusieurs des clients de Harris Private Bank sont des propriétaires d'entreprises, cette expansion permettra de compléter tout naturellement les services de l'organisation. Les Services aux entreprises sont également en voie d'établir des bureaux de prêts à Milwaukee et à Indianapolis.

### Groupe Gestion privée

Le revenu net s'élève à 95 millions de dollars, soit une augmentation de 4 millions, ou de 4,2 %, par rapport à la même période l'an dernier et de 11 millions, ou de 13 %, par rapport au quatrième trimestre. La croissance dans l'ensemble des secteurs d'activité a produit une forte progression globale du revenu. Les avantages de cette progression ont toutefois été partiellement neutralisés par l'augmentation des frais attribuable à la hausse des coûts liés au revenu et à la poursuite de nos investissements dans notre force de vente et dans nos services de gestion de placements aux États-Unis, qui visent à stimuler la croissance future de notre revenu.

BMO a remporté quelques prix liés au service à la clientèle au cours du trimestre, en plus de lancer de nouvelles initiatives. BMO Banque privée Harris a été nommée meilleure banque locale privée au Canada dans le classement général d'*Euromoney Magazine*; il s'agit de la quatrième année de suite où cette banque se voit décerner un des plus prestigieux prix accordés par le magazine. BMO Fonds d'investissement a obtenu le Mutual Fund Service Award de 2006 de Dalbar, Inc., un chef de file des sociétés de recherche dans le domaine des services financiers. Nous avons remporté les plus hauts honneurs pour la qualité des services à la clientèle en anglais et en français. BMO Ligne d'action a amélioré son service de placement en ligne, en offrant les services du meilleur groupe de recherche sur les actions au Canada, BMO Marchés des capitaux. BMO Placements à terme a lancé trois nouveaux CPG liés aux marchés financiers sous la bannière des CPG progressifs BMO. Ces nouveaux produits permettent aux clients d'obtenir des rendements plus élevés en toute sécurité, en participant à des marchés boursiers tout en préservant leur capital.

### BMO Marchés des capitaux

Comme nous l'avons déjà expliqué, les résultats font état de pertes de négociation sur produits de base. Si on fait abstraction de l'incidence de ces pertes, le revenu net a diminué de 3 millions de dollars, ou de 1,6 %, par rapport au premier trimestre de 2006, les revenus de négociation

ayant diminué par rapport aux résultats records pour la même période l'an dernier.

Sur cette base rajustée, le revenu net a progressé de 31 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport au quatrième trimestre, résultat de la forte croissance des revenus de négociation, de prise ferme de titres de participation et de commissions, facteurs partiellement neutralisés par l'incidence d'un taux d'imposition effectif moins élevé au quatrième trimestre.

Dans notre secteur Investissements et services aux grandes entreprises, nous avons continué à accroître les actifs des services bancaires aux grandes entreprises, le solde moyen des prêts et acceptations progressant de 5,7 milliards de dollars ou de 35 % sur un an, abstraction faite des titres pris en pension. Une grande partie de cette croissance s'est faite aux États-Unis. Le niveau des engagements de crédit non utilisés a continué à monter, ce qui devrait assurer la croissance soutenue des prêts aux grandes entreprises. Nous avons été le chef de file unique d'un crédit-relais de un milliard de dollars à Borealis Infrastructure Management Inc., qui visait à l'aider à acquérir MDS Diagnostic Services pour 1,3 milliard de dollars. Bien que ce prêt ait été accordé en février, il s'agit d'un exemple des activités du trimestre qui ont contribué à la croissance de nos prêts. Les marges sur les prêts demeurent toutefois sous pression en raison de la concurrence.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux a conservé sa position de chef de file dans le secteur des services tarifés à haut rendement au Canada, participant à 139 nouvelles émissions, soit 42 souscriptions de titres de créance d'entreprises, 7 émissions d'actions privilégiées, 71 transactions portant sur des actions ordinaires et 19 émissions de titres de créance d'administrations publiques, pour un total de 40,9 milliards de dollars. Nous avons également agi à titre de conseillers financiers pour plusieurs importantes opérations de fusion et acquisition. Nous avons conseillé le comité spécial de Bema Gold Corporation dans le cadre de sa vente, au prix de 3,1 milliards de dollars, à Kinross Gold Corporation et nous avons agi comme conseillers stratégiques de Goldcorp Inc. lorsque cette société a acquis Glamis Gold Ltd. pour 9,9 milliards de dollars, créant ainsi une des plus grandes sociétés d'exploitation aurifère du monde. Nous avons également conseillé Alpine Power Income Fund dans le cadre de sa restructuration et de sa défense contre une offre publique d'achat hostile, ce qui a entraîné une offre supérieure, au montant de 875 millions de dollars, de la part de Harbinger Capital.

Nos secteurs des produits de négociation ont connu une croissance significative au cours du premier trimestre, comme le montrent les augmentations des titres pris en pension et des titres de placement et de négociation, comparativement à l'an dernier et au trimestre précédent. Au cours du trimestre, notre équipe des produits structurés a lancé trois nouveaux CPG structurés à capital protégé, qui ont été mis au point conjointement avec le groupe Gestion privée et commercialisés dans le réseau des succursales BMO Banque de Montréal.

## Cibles de rendement

Compte tenu de l'importance des pertes de négociation sur produits de base subies durant l'exercice, il sera extrêmement difficile d'atteindre la plupart de nos cibles financières annuelles. Nous continuerons à suivre notre rendement par rapport à nos cibles annuelles, mais nous l'évaluerons aussi sur une base qui fait abstraction de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base afin d'offrir un point de référence permettant de mesurer les progrès accomplis au chapitre de la croissance de nos secteurs d'activité et de la réalisation de nos objectifs stratégiques.

### Cibles pour l'exercice 2007\*

- Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport au montant de base de 5,11 \$ (excluant les changements à la provision générale)
- RCP de 18 % à 20 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 400 millions de dollars ou moins

Nous prévoyons maintenant que les dotations à la provision spécifique totaliseront 300 millions ou moins pour l'exercice 2007.

- Amélioration de notre ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

\* Excluant la charge de restructuration

### Résultats au 31 janvier 2007\*

- RPA de 0,84 \$, soit une baisse de 28 % par rapport au RPA de 1,17 \$ il y a un an
- RCP annualisé de 11,6 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 52 millions de dollars

- Détérioration du ratio de productivité avant amortissement de 10,1 points de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier

\* Excluant une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts et 0,17 \$ par action)

Abstraction faite de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base, toutes les cibles financières seraient en bonne voie d'être atteintes. La croissance du RPA serait de 11,1 %, le RCP s'élèverait à 18 % et le ratio de productivité avant amortissement se serait amélioré de 72 points de base.

**Le tableau ci-dessus contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.**

# Rapport de gestion retraité

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 28 mai 2007. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés retraités pour la période terminée le 31 janvier 2007, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, qui est inclus dans le Rapport annuel 2006 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du Rapport de gestion.

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.**

## Sommaire des résultats – Données retraitées

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007	Augmentation (Diminution) c. T1-2006		Augmentation (Diminution) c. T4-2007	
Revenu selon les états financiers	<b>2 066</b>	(415)	(17 %)	(395)	(16 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	<b>39</b>	8	26 %	6	16 %
Revenu (bic) 1)	<b>2 105</b>	(407)	(16 %)	(389)	(16 %)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>52</b>	-	-	1	2 %
Réduction de la provision générale	-	-	-	35	+100 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	<b>52</b>	-	-	36	+100 %
Frais autres que d'intérêts	<b>1 538</b>	(42)	(3 %)	(75)	(5 %)
Charge de restructuration	<b>135</b>	135	+100 %	135	+100 %
Total des frais autres que d'intérêts	<b>1 673</b>	93	6 %	60	4 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	<b>(26)</b>	(250)	(+100 %)	(143)	(+100 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	<b>39</b>	8	26 %	6	16 %
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	<b>13</b>	(242)	(95 %)	(137)	(92 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>19</b>	-	-	-	-
Revenu net	<b>348</b>	(258)	(43 %)	(348)	(50 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	<b>9</b>	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement 1)	<b>357</b>	(258)	(42 %)	(348)	(49 %)
Résultat de base par action (en dollars)	<b>0,68</b>	(0,51)	(43 %)	(0,69)	(50 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>0,67</b>	(0,50)	(43 %)	(0,68)	(50 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	<b>0,68</b>	(0,51)	(43 %)	(0,69)	(50 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	<b>9,2 %</b>		(8,6 %)		(10,2 %)
RCP avant amortissement 1)	<b>9,5 %</b>		(8,6 %)		(10,1 %)
Ratio de productivité	<b>81,0 %</b>		17,3 %		15,5 %
Ratio de productivité (bic) 1)	<b>79,5 %</b>		16,6 %		14,9 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1)	<b>78,9 %</b>		16,5 %		14,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	<b>1,64 %</b>		(0,22 %)		(0,14 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic) 1)	<b>1,70 %</b>		(0,21 %)		(0,13 %)
Taux d'imposition effectif	<b>(7,81 %)</b>		(34,21 %)		(21,88 %)
Taux d'imposition effectif (bic) 1)	<b>3,30 %</b>		(25,69 %)		(14,13 %)
Revenu net :					
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>321</b>	26	9 %	25	8 %
PE – Canada	<b>292</b>	30	12 %	20	7 %
PE – États-Unis	<b>29</b>	(4)	(14 %)	5	22 %
Groupe Gestion privée	<b>95</b>	4	4 %	11	13 %
BMO Marchés des capitaux	<b>(18)</b>	(240)	(+100 %)	(206)	(+100 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	<b>(50)</b>	(48)	(+100 %)	(178)	(+100 %)
BMO Groupe financier	<b>348</b>	(258)	(43 %)	(348)	(50 %)

1) Montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Points saillants des résultats et, plus loin, la section Mesures non conformes aux PCGR qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

## Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances et des affaires administratives de BMO ont certifié l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés retraités, pour la période terminée le 31 janvier 2007. Ils ont également certifié qu'ils sont responsables de la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO, 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO, et 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

En rapport avec l'examen effectué par BMO Groupe financier de ses pertes de négociation sur produits de base à la valeur de marché dans son portefeuille du gaz naturel, BMO a déterminé i) qu'une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché devrait être utilisée pour évaluer le portefeuille du gaz naturel, et ii) que le processus de vérification indépendante des prix suivi par BMO n'a pas permis de déceler les écarts de prix. Ces facteurs, ainsi que les préoccupations accrues concernant la fiabilité des prix obtenus du principal courtier de BMO en matière de produits de base et utilisés dans l'évaluation faite pour le premier trimestre, ont entraîné le retraitement des états financiers précédemment publiés par BMO pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, retraitement décrit à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés retraités pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

À la lumière de ce qui précède, après la fin du premier trimestre, BMO a pris les mesures de redressement suivantes :

- suspension de deux de nos spécialistes en négociation sur produits de base; ces personnes ne travaillent plus pour BMO;
- changement de la structure hiérarchique à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux relativement au secteur des produits de base;
- suspension des relations d'affaires avec le principal courtier utilisé pour l'évaluation du premier trimestre;
- modification de notre processus de vérification indépendante des prix afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché nous permettant d'évaluer régulièrement notre portefeuille des produits de base à la valeur de marché;
- surveillance accrue de la part de la direction et réduction des limites de risque.

Il n'y a eu, à l'exception des mesures de redressement ci-dessus, aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2006 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2007 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2006 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2007 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités étaient des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières, y compris notre dotation à la provision pour pertes sur créances. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine croîtraient à un rythme modéré en 2007 et le taux d'inflation demeurerait bas. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt changeraient peu au Canada en 2007 mais qu'ils baisseraient aux États-Unis, et que le dollar canadien conserverait sa valeur par rapport au dollar américain. Le dollar canadien s'est renforcé par rapport au dollar américain, particulièrement vers la fin du deuxième trimestre, mais nous continuons à croire que nos autres hypothèses sont valides. Dans l'analyse de notre capacité à atteindre nos cibles pour 2007, nous avons continué à nous fier à ces hypothèses et aux prévisions énoncées dans la section Perspectives économiques ci-dessous. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Les hypothèses relatives au comportement des marchés du gaz naturel et du pétrole brut et aux conséquences de ce comportement sur les résultats de nos activités liées aux produits de base étaient des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos estimations du rendement futur du portefeuille de produits de base présenté dans le présent document. Selon certaines de nos principales hypothèses, les prix des produits de base et la volatilité implicite demeureraient stables et nos positions continueraient à être gérées en vue de réduire la taille et le niveau de risque du portefeuille.

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Perspectives économiques

Nous continuons à prévoir que l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2007. Même si le faible niveau des taux d'intérêt et les prix élevés des produits de base soutiendront encore la demande intérieure, la vigueur du dollar canadien et la faiblesse de l'économie américaine continueront sans doute à désavantager les exportations. Le marché de l'habitation devrait rester actif grâce aux bas taux hypothécaires. Cependant, la hausse continue des prix des maisons dans l'Ouest canadien pourrait réduire l'abordabilité et freiner les ventes, ralentissant ainsi la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation. La croissance des dépenses de consommation et des prêts aux particuliers sera favorisée par la forte augmentation récente du nombre des emplois et par le faible taux de chômage. Nous prévoyons que les investissements des entreprises resteront élevés en raison de la vigueur des prix des produits de base et de la nécessité d'accroître la capacité de production, ce qui favorisera la croissance des prêts aux entreprises. Les taux d'intérêt canadiens devraient rester stables en 2007.

En 2006, pour une troisième année de suite, l'Alberta a mené l'expansion économique du pays, son taux de croissance ayant été deux fois plus élevé que la moyenne nationale et près de quatre fois supérieur à celui de l'Ontario. Nous nous attendons à ce que les provinces de l'Ouest réalisent encore la meilleure performance au Canada en 2007, grâce aux prix élevés des ressources et à l'exploitation des sables bitumineux. Inversement, les économies du centre et de l'est du Canada continueront sans doute à tourner au ralenti, car la vigueur renouvelée du dollar canadien restreindra l'activité manufacturière. Le dollar canadien s'est apprécié de 6 % par rapport à la devise américaine au cours des trois derniers mois et nous prévoyons qu'il restera fort au cours de l'année qui vient, grâce au niveau élevé des prix des produits de base.

Nous croyons encore que l'économie américaine croîtra à un rythme modéré en 2007. La correction des marchés de l'habitation dure plus longtemps que nous l'avions prévu et les prix des maisons baissent maintenant modérément. Cette situation continuera à freiner la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépenses de consommation demeurent élevées en raison de la croissance soutenue de l'emploi, mais elles risquent de diminuer si les prix des maisons continuent à baisser ou si les prix de l'essence poursuivent leur montée. Faisant preuve de prudence devant les perspectives économiques, les entreprises ont diminué leurs investissements. Cependant, l'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale, prévu à l'automne, devrait favoriser la croissance des investissements et des emprunts des entreprises plus tard cette année. Nous prévoyons que l'économie du Midwest connaîtra une croissance modérée, car les fabricants profiteront de la faiblesse du dollar américain et de la vigueur de la demande mondiale. La présente section contient des déclarations prospectives. Voir plus haut la section Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Mesures non-conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres

mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau suivant rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare des montants rajustés pour tenir compte de l'incidence d'importantes pertes de négociation sur produits de base au premier trimestre et de la réduction de la rémunération liée au rendement connexe, ainsi que d'une charge de restructuration comptabilisée au premier trimestre. La charge de restructuration couvrirait des indemnités de départ liées à la suppression prévue d'environ 1 000 postes, essentiellement ceux d'employés qui n'ont pas de contact direct avec la clientèle, ainsi que d'autres coûts qui ne sont pas liés au personnel. Les montants et mesures déclarés sur une base qui exclut les éléments mentionnés ci-dessus sont considérés comme utiles car nous estimons qu'ils reflètent mieux l'évolution des résultats d'exploitation.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Les Services bancaires aux entreprises de BMO aux États-Unis s'adressent principalement aux moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats de BMO Marchés des capitaux, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Nous fournissons, sur une base pro forma, des données complémentaires qui reflètent l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines aux Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

## Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2007	T4-2006	T1-2006
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	<b>1 196</b>	1 215	1 182
Revenu autre que d'intérêts	<b>870</b>	1 246	1 299
Revenu selon les états financiers b)	<b>2 066</b>	2 461	2 481
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	<b>39</b>	33	31
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	<b>1 235</b>	1 248	1 213
Revenu autre que d'intérêts	<b>870</b>	1 246	1 299
Revenu (bic) e) 1)	<b>2 105</b>	2 494	2 512
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers f)	<b>(26)</b>	117	224
Rajustement sur une base d'imposition comparable	<b>39</b>	33	31
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) g) 1)	<b>13</b>	150	255
Frais autres que d'intérêts h)	<b>1 538</b>	1 613	1 580
Charge de restructuration i)	<b>135</b>	-	-
Total des frais autres que d'intérêts j)	<b>1 673</b>	1 613	1 580
Amortissement des actifs incorporels	<b>(11)</b>	(11)	(11)
Frais avant amortissement k) 1)	<b>1 662</b>	1 602	1 569
Revenu net l)	<b>348</b>	696	606
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>9</b>	9	9
Revenu net avant amortissement m) 1)	<b>357</b>	705	615
Dividendes sur actions privilégiées	<b>(9)</b>	(8)	(8)
Charge au titre du capital 1)	<b>(385)</b>	(372)	(353)
Profit économique net 1)	<b>(37)</b>	325	254
Ratio de productivité (%) ((j/b) x 100)	<b>81,0</b>	65,5	63,7
Ratio de productivité (bic) 1) (%) ((j/e) x 100)	<b>79,5</b>	64,6	62,9
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1) (%) ((k/e) x 100)	<b>78,9</b>	64,2	62,4
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif productif moyen) x 100)	<b>1,64</b>	1,78	1,86
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif productif moyen) x 100)	<b>1,70</b>	1,83	1,91
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	<b>0,67</b>	1,35	1,17
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	<b>0,68</b>	1,37	1,19
Taux d'imposition effectif (%) (f/revenu avant impôts sur les bénéfices)	<b>(7,8)</b>	14,1	26,4
Taux d'imposition effectif (bic) (%) 1) (g/revenu avant impôts sur les bénéfices)	<b>3,3</b>	17,4	29,0
Charge de restructuration i)	<b>135</b>	-	-
Impôts sur les bénéfices	<b>47</b>	-	-
Incidence nette de la restructuration n)	<b>88</b>	-	-
Pertes de négociation sur produits de base o)	<b>509</b>	-	-
Rémunération liée au rendement p)	<b>(87)</b>	-	-
Impôts sur les bénéfices connexes	<b>185</b>	-	-
Incidence nette des pertes de négociation sur produits de base q)	<b>237</b>	-	-
Incidence nette des pertes de négociation sur produits de base et de la restructuration (n+q) 1)	<b>325</b>	-	-
<b>Mesures sur une base excluant l'incidence des pertes de négociation sur produits de base et de la restructuration 1)</b>			
Frais avant amortissement (k-i-p)	<b>1 614</b>	1 602	1 569
Revenu net (l+n+q)	<b>673</b>	696	606
Revenu net avant amortissement (m+n+q)	<b>682</b>	705	615
Ratio de productivité (bic) (%) ((j-i-p)/(e+o)) x 100	<b>62,1</b>	64,6	62,9
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%) ((k-i-p)/(e+o)) x 100	<b>61,7</b>	64,2	62,4
RPA (à partir du revenu net excluant l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base et de la restructuration)	<b>1,30</b>	1,35	1,17
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement excluant l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base et de la restructuration)	<b>1,31</b>	1,37	1,19
RCP (%) (à partir du revenu net excluant l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base et de la restructuration)	<b>18,0</b>	19,4	17,8

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

## Change

Le renforcement du dollar américain a eu un effet à la hausse sur l'équivalent en dollars canadiens des revenus, des frais, de la dotation à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur les bénéficiaires et du revenu net de BMO libellés en dollars américains pour le premier trimestre de 2007, relativement à la période comparable l'an dernier et au quatrième trimestre de 2006. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Les opérations de couverture ne visent cependant pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéficiaires.

### Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007 (Données retraitées)	
	c. T1-2006	c. T4-2006
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période courante	1,1617	1,1617
Période précédente	1,1562	1,1153
Revenu augmenté	-	3
Frais augmentés	(2)	(17)
Dotation à la provision pour pertes sur créances augmentée	-	-
Impôts sur les bénéficiaires diminués (augmentés)	-	5
Revenu net diminué avant gains sur opérations de couverture	(2)	(9)
Gains sur opérations de couverture	7	7
Impôts sur les bénéficiaires	(2)	(2)
Revenu net augmenté (diminué)	3	(4)

### Autres mesures de la valeur

Le profit économique net se chiffre à -37 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il s'établissait à 254 millions au premier trimestre de 2006 et à 325 millions au quatrième trimestre. Ces changements sont attribuables à la baisse du revenu net et à une hausse de la charge correspondant à l'augmentation de notre capital.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO se chiffre à 1,7 % pour le premier trimestre et à 6,0 % pour les 12 mois terminés le 31 janvier 2007. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans qui a pris fin le 31 janvier 2007 s'établit à 17,8 %, un résultat qui nous classe au quatrième rang des grandes banques et qui est supérieur au rendement total annuel de l'indice composé S&P/TSX pour la même période, qui est de 13,4 %.

### Revenu net

Le revenu net et ses écarts entre les périodes ont été examinés plus haut dans les sections Points saillants des résultats et Revue des résultats des groupes d'exploitation. Nous présentons ci-dessous une analyse du revenu net dans chacune des principales catégories des états financiers.

Le revenu net par groupe d'exploitation fait ensuite l'objet d'un examen plus détaillé dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Les pertes de négociation sur produits de base qui ont maintenant été comptabilisées dans le revenu net retraité du premier trimestre de 2007 comprennent des pertes sur produits de base de 203 millions de dollars (94 millions après impôts) relatives à des périodes antérieures à l'exercice 2007. Les données des périodes antérieures à l'exercice 2007 n'ont pas été retraitées, car les montants en cause n'étaient pas considérés comme importants. Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés retraités.

Le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis se chiffre à -152 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2007, alors qu'il s'élevait à 112 millions de dollars américains il y a un an et à 89 millions de dollars américains au quatrième trimestre. Le recul par rapport à la même période l'an dernier s'explique par le niveau élevé des pertes de négociation d'instruments dérivés de produits de base et par la charge de restructuration de 18 millions de dollars américains (11 millions de dollars américains après impôts) (respectivement 20 millions de dollars canadiens et 13 millions de dollars canadiens) comptabilisée dans les résultats de nos activités aux États-Unis au premier trimestre de 2007, partiellement compensées par la baisse de la rémunération liée au rendement et du taux d'imposition effectif au premier trimestre.

### Revenu

Tel que nous l'expliquons plus haut dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu total a diminué de 407 millions de dollars ou de 16 % comparativement à la même période l'an dernier. Ce résultat tient compte des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars de BMO Marchés des capitaux. Abstraction faite de ces pertes, le revenu a augmenté de 102 millions de dollars. Sur cette base, la progression est due à la forte croissance des volumes dans l'ensemble de PE - Canada et du groupe Gestion privée alors que le revenu de BMO Marchés des capitaux diminuait, les revenus de négociation ayant atteint un sommet historique au premier trimestre de 2006. Le dollar américain s'est légèrement renforcé par rapport à la même période l'an dernier, mais cela n'a que faiblement influé sur la croissance du revenu.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu total a diminué de 389 millions de dollars ou de 16 %. Ce résultat tient compte des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars de BMO Marchés des capitaux. Abstraction faite de ces pertes, le revenu s'est accru de 120 millions de dollars, grâce à la croissance du groupe Gestion privée et de BMO Marchés des capitaux. La vigueur accrue du dollar américain a ajouté 3 millions de dollars à la croissance du revenu, cette faible incidence s'expliquant par la baisse des revenus des activités aux États-Unis en raison des pertes de négociation. Le revenu total des Services d'entreprise a diminué, car les résultats du quatrième trimestre comprenaient un gain de 23 millions de dollars lié à la titrisation de prêts sur cartes de crédit.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, les pertes de négociation sur produits de base qui ont été inscrites en réduction du revenu du premier trimestre de 2007 comprennent des pertes sur produits de base de 203 millions de dollars visant des périodes antérieures à l'exercice 2007. Les données des périodes antérieures à l'exercice 2007 n'ont pas été retraitées parce que les montants en cause n'étaient pas considérés comme importants. Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés retraités.

## Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a progressé de 22 millions de dollars, ou de 1,8 %, par rapport à la même période l'an dernier, grâce à la croissance des volumes des groupes d'exploitation. L'actif productif moyen s'est accru de 37 milliards de dollars, grâce surtout à une hausse de 31 milliards résultant de l'augmentation des actifs liés aux marchés des capitaux et des actifs des services bancaires aux grandes entreprises comptabilisée dans les résultats du groupe Services d'investissement. Ce résultat est en accord avec la stratégie du groupe, qui consiste à développer les activités de négociation et le portefeuille des services bancaires aux grandes entreprises. Le reste de l'augmentation s'explique par la croissance des prêts de PE – Canada et de PE – États-Unis.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu net d'intérêts a diminué de 13 millions de dollars. L'actif productif moyen s'est accru de 19 milliards de dollars, encore une fois surtout grâce à l'augmentation des revenus de négociation du groupe Services d'investissement, dont le revenu net d'intérêts a fortement progressé. La titrisation de prêts sur cartes de crédit au quatrième trimestre a occasionné le recul du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise au premier trimestre; cependant, cet effet a été en grande partie compensé par l'augmentation des revenus de titrisation compris dans le revenu autre que d'intérêts.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO pour le premier trimestre de 2007 se chiffre à 1,70 %, soit 21 points de base de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent et 13 points de base de moins qu'au quatrième trimestre. Le rétrécissement de la marge globale s'explique par la croissance de l'actif du groupe Services d'investissement, qui comporte des produits à faible marge

nette d'intérêts, et par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Le fait que la croissance des prêts soit supérieure à celle des dépôts a continué à influencer sur la variation annuelle de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts de PE – Canada est restée stable. Par rapport à la même période l'an dernier, l'incidence positive des mesures tarifaires visant nos comptes d'épargne à taux avantageux a été neutralisée par l'incidence de la croissance des prêts qui a été supérieure à celle des dépôts et par la diminution des frais de refinancement des prêts hypothécaires. Comparativement au quatrième trimestre, l'accroissement des volumes des produits à plus forte marge a été neutralisé par l'effet des pressions de la concurrence sur nos comptes d'épargne à taux avantageux. La marge de PE – États-Unis s'est rétrécie en raison des pressions persistantes de la concurrence et de l'évolution des préférences des clients, comme nous l'expliquons plus en détail dans la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation. La marge du groupe Services d'investissement s'est contractée par rapport à la même période l'an dernier, mais elle s'est élargie comparativement au quatrième trimestre. Ce recul par rapport à l'an dernier est attribuable à la diminution des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux et au rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises, facteurs partiellement compensés par l'augmentation du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. L'augmentation de la marge par rapport au quatrième trimestre est due à l'accroissement du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et à celui des marges sur les prêts aux grandes entreprises.

## Marge nette d'intérêts (bic) \*

(en points de base)	T1-2007	Augmentation (Diminution) c. T1-2006	Augmentation (Diminution) c. T4-2006
PE – Canada	267	-	1
PE – États-Unis	340	(30)	(17)
Services bancaires Particuliers et entreprises	278	(5)	(2)
Groupe Gestion privée	975	(13)	(5)
Groupe Services d'investissement	62	(8)	5
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	170	(21)	(13)
Total des services de détail au Canada**	302	1	1

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations.

\*\* La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE – Canada et du groupe Gestion privée.  
n.s. – non significatif

## Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 429 millions de dollars, ou de 33 %, par rapport à l'an dernier, en raison des pertes sur négociation de produits de base de 509 millions de dollars. Abstraction faite de ces pertes, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 80 millions de dollars ou de 6,1 %. Au sein de PE – Canada, la croissance a été générale, tandis qu'au sein du groupe Gestion privée, les commissions des services de placement traditionnels et les revenus tirés des fonds d'investissement ont fortement augmenté. Les frais des services de cartes ont diminué en raison de l'incidence de 35 millions de dollars découlant de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au quatrième trimestre, mais les revenus de titrisation ont augmenté. Lorsque des prêts sur cartes de crédit sont titrisés, les frais de services de cartes liés à ces prêts sont ultérieurement constatés dans les revenus de titrisation. Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a sensiblement diminué, parce que les revenus de négociation avaient été particulièrement élevés pour la même période l'an dernier. Les commissions sur prêts et les gains sur titres de placement ont augmenté.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 376 millions de dollars ou de 30 %, mais il a augmenté de 133 millions de dollars ou de 11 % si on fait abstraction des pertes de négociation sur produits de base. Les frais de courtage perçus par le groupe Gestion privée ont fortement augmenté et les revenus tirés des fonds d'investissement ont poursuivi leur progression. BMO Marchés des capitaux a bénéficié d'une importante augmentation des revenus de négociation d'actions et de taux d'intérêt. Les revenus tirés de la prise ferme de titres de participation, les commissions sur prêts et les autres commissions ont également progressé. Les revenus de titrisation ont augmenté alors que les frais de services de cartes ont diminué, comme nous l'expliquons plus haut.

## Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 673 millions de dollars. Au cours du trimestre, BMO a comptabilisé une réduction de 87 millions de dollars de la rémunération liée au rendement, relative aux pertes de négociation sur produits de base, et une charge de restructuration de 135 millions de dollars attribuée aux Services d'entreprise. La charge de

restructuration est constituée d'indemnités de départ de 117 millions de dollars en rapport avec la suppression prévue d'environ 1 000 postes, essentiellement ceux d'employés n'ayant pas de contact direct avec la clientèle, et d'autres frais de 18 millions de dollars non liés au personnel. Si on fait abstraction de ces éléments, les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 625 millions de dollars, soit une hausse de 45 millions, ou de 2,8 %, par rapport au premier trimestre de 2006, due à l'augmentation des frais des groupes d'exploitation, à l'exception de BMO Marchés des capitaux. Les frais liés au personnel ont augmenté, en partie à cause de l'augmentation de l'effectif de PE – Canada et du groupe Gestion privée, en lien avec l'augmentation, au cours de la deuxième moitié de 2006, de leur personnel de première ligne affecté à la vente et au service. Les coûts de la rémunération liée au rendement du groupe Gestion privée ont augmenté. Les frais informatiques, de promotion et de communication ont aussi augmenté. Le ratio de productivité s'établit à 79,5 % pour le trimestre (62,1 % si on exclut les pertes de négociation sur produits de base, la rémunération liée au rendement connexe et la charge de restructuration), alors qu'il était de 62,9 % il y a un an et de 64,6 % au quatrième trimestre. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base, de la rémunération liée au rendement connexe et de la charge de restructuration, le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 61,7 %, ce qui constitue une amélioration de 72 points de base comparativement à la même période l'an dernier et de 249 points de base depuis le quatrième trimestre.

Par rapport au quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts de 1 673 millions de dollars représentent une hausse de 60 millions de dollars ou de 3,7 %. Le renforcement du dollar américain a ajouté 17 millions de dollars à la croissance des frais, soit 1,1 point de pourcentage. L'augmentation des coûts liés aux avantages sociaux et à la rémunération à base d'actions a été compensée par la réduction des frais de promotion, des honoraires, des coûts informatiques et d'autres frais. La rémunération à base d'actions est attribuée au premier trimestre et, en vertu des PCGR, la valeur des actions attribuées aux employés admissibles à la retraite doit être constatée à titre de charge à la date d'attribution. En conséquence, le coût de la rémunération à base d'actions, qui est inclus dans les coûts de la rémunération liée au rendement des groupes d'exploitation, comprend des frais de 42 millions de dollars liés aux employés admissibles à la retraite.

### **Gestion des risques**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 52 millions de dollars, un chiffre inchangé par rapport à la même période l'an dernier mais supérieur à la dotation de 16 millions du quatrième trimestre, alors que la provision générale avait été réduite de 35 millions de dollars.

Les dotations à la provision spécifique représentent 10 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés, soit un résultat généralement similaire à ceux de la même période l'an dernier et du quatrième trimestre, mais nettement en dessous de la moyenne de 23 points de base des cinq derniers exercices.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 113 millions de dollars pour le trimestre, un résultat qui représente une hausse par rapport au quatrième trimestre et à la même période l'an dernier. La situation des nouveaux prêts douteux est conforme aux attentes à ce stade du cycle économique. Il n'y a pas eu de vente de prêts douteux au cours du trimestre.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux a augmenté par rapport au quatrième trimestre, mais il est stable par rapport à la même période l'an dernier, et il demeure peu élevé. Les facteurs qui ont contribué aux variations sont indiqués dans le tableau ci-inclus.

La provision totale pour pertes sur créances, qui se chiffrait à 1 078 millions de dollars à la fin du trimestre, était constituée d'une provision spécifique de 156 millions et d'une provision générale de 922 millions. Il n'y a pas eu de changement important dans la provision spécifique par rapport au quatrième trimestre ou à la même période l'an dernier. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille de prêts qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Elle fait l'objet d'évaluations trimestrielles et a augmenté de 17 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent, en raison de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain. Nous considérons que la provision totale pour pertes sur créances couvre entièrement les pertes de valeur du portefeuille de prêts de BMO.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentaient 82,2 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, alors qu'ils en représentaient 85,6 % il y a un an et 83,1 % à la fin du quatrième trimestre.

Nous prévoyons que les conditions de crédit demeureront relativement stables dans la deuxième moitié de l'exercice 2007 et que les pertes pourraient être plus élevées qu'au cours de la première moitié, car les secteurs industriel et manufacturier demeurent faibles. Ces secteurs sont les plus touchés par le coût élevé des intrants, par la vigueur du dollar canadien et par le récent ralentissement de l'économie américaine. Les signes de détérioration du crédit tendent à accuser un certain retard sur le ralentissement de l'économie. Nous prévoyons donc une hausse potentielle des nouvelles dotations à la provision spécifique au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2007, ainsi que la diminution des reprises et recouvrements par rapport à 2006, car le solde brut des prêts douteux demeurera peu élevé.

En date du 23 mai 2007, et compte tenu de nos bons résultats depuis le début de l'exercice, nous prévoyons que les dotations à la provision spécifique pour l'exercice 2007 totaliseront 300 millions de dollars ou moins, alors que la cible que nous avons établie au début de l'année était de 400 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2007.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 69 à 72 de son Rapport annuel 2006. Le risque de négociation et de prise ferme lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net a augmenté sur une base trimestrielle, en raison de l'augmentation du risque lié aux produits de base due à une plus grande volatilité des marchés du gaz naturel, ceci s'ajoutant au fait que les portefeuilles d'instruments du marché monétaire évalués selon la comptabilité d'exercice comprennent plus d'actifs libellés en dollars américains.

Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque structurel de marché au cours du premier trimestre. Il n'y a pas eu de changement important au cadre de gestion du risque de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du premier trimestre. Dans notre secteur des produits de base, au deuxième trimestre, nous avons modifié notre processus de vérification indépendante des prix afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation continue de notre portefeuille des produits de base, et réduit les limites de risque pour le portefeuille. L'équipe du Risque de marché continue à travailler avec ce secteur afin de réduire la taille du portefeuille de négociation sur produits de base. Le 23 mai 2007, nous avons indiqué que les positions ont été abaissées d'environ un tiers par rapport à leur sommet et que la nouvelle équipe de direction du secteur des produits de base poursuit ses efforts en vue de réduire encore davantage la taille et les risques de ce portefeuille.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2007	T4-2006	T1-2006
Nouvelles dotations à la provision spécifique	86	96	89
Reprises sur provisions établies précédemment	(12)	(21)	(17)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(22)	(24)	(20)
<b>Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances</b>	<b>52</b>	<b>51</b>	<b>52</b>
Réduction de la provision générale	-	(35)	-
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>52</b>	<b>16</b>	<b>52</b>
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,10 %	0,11 %	0,12 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,10 %	0,03 %	0,12 %

## Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2007	T4-2006	T1-2006
SBPAD au début de la période	666	663	804
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	113	86	78
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	43	3	(66)
Radiations	(74)	(86)	(71)
<b>SBPAD à la fin de la période</b>	<b>748</b>	<b>666</b>	<b>745</b>
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,36 %	0,35 %	0,41 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	4,19 %	3,81 %	4,48 %

1) Comprend le montant des prêts douteux et celui des prêts classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T1 07 : 68 millions, T4 06 : 69 millions et T1 06 : 60 millions).

## Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)

	Risque lié à la valeur de marché		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2007	31 octobre 2006
Risque lié à la valeur de marché	(33,3)	(23,4)	(19,3)	(17,5)
Éléments du portefeuille structurel	(287,6)	(267,0)	(25,4)	(24,1)
<b>BMO Groupe financier</b>	<b>(320,9)</b>	<b>(290,4)</b>	<b>(44,7)</b>	<b>(41,6)</b>

\* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Les mesures pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 n'ont pas été recalculées pour le retraitement des pertes de négociation du premier trimestre. Les mesures pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre, tiennent compte des pertes de négociation sur produits de base annoncées antérieurement.

## Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007			Au 31 octobre 2006
		Moyenne	Haut	Bas	
Risque lié aux produits de base	(16,8)	(8,8)	(16,8)	(4,6)	(8,4)
Risque lié aux actions	(8,6)	(7,5)	(10,8)	(5,1)	(9,8)
Risque lié au change	(1,0)	(2,7)	(5,6)	(0,8)	(3,3)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(7,6)	(5,3)	(10,2)	(2,7)	(7,1)
Corrélation	11,1	8,7	11,9	5,1	10,4
Risque global	(22,9)	(15,6)	(22,9)	(11,3)	(18,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(24,7)	(16,1)	(25,0)	(10,3)	(12,0)
Risque lié à l'émetteur	(3,6)	(4,5)	(5,7)	(3,5)	(5,8)
<b>Risque total lié à la valeur de marché</b>	<b>(51,2)</b>	<b>(36,2)</b>	<b>(51,2)</b>	<b>(28,1)</b>	<b>(36,0)</b>

\* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Les mesures pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 n'ont pas été recalculées pour le retraitement des pertes de négociation du premier trimestre. Les mesures pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre, tiennent compte des pertes de négociation sur produits de base annoncées antérieurement.

## Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique		Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2007	31 octobre 2006
Hausse de 100 points de base	(268,3)	(237,4)	(5,2)	10,9
Baisse de 100 points de base	208,0	181,6	0,6	(10,5)
Hausse de 200 points de base	(570,5)	(508,0)	(25,8)	12,1
Baisse de 200 points de base	368,4	318,3	18,7	(4,1)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

## Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices a été réduite de 242 millions de dollars par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et de 137 millions depuis le quatrième trimestre, et elle se chiffre à 13 millions. Le taux d'imposition effectif s'établit à 3,3 % pour le trimestre, alors qu'il s'élevait à 29,0 % au premier trimestre de l'an dernier et à 17,4 % au quatrième trimestre. Les pertes de négociation sur produits de base au premier trimestre de 2007 étant liées à nos activités aux États-Unis, elles sont recouvrables à un taux d'imposition relativement plus élevé. Le haut niveau de ces pertes au cours du trimestre a eu comme effet de réduire sensiblement le taux d'imposition effectif. Abstraction faite des pertes de négociation et de la charge de restructuration comptabilisée au premier trimestre, le taux d'imposition effectif s'établit à 26,1 % pour le premier trimestre de 2007 et à 17,4 % pour le quatrième trimestre. Au quatrième trimestre, le taux effectif de 17,4 % était peu élevé, principalement en raison de la résolution favorable de certains problèmes fiscaux et d'un plus grand nombre de petites initiatives qui ont toutes produit un résultat positif. Les avantages du taux peu élevé se sont reflétés principalement dans les résultats

des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux. Nous continuons à prévoir que le taux d'imposition normal se situera dans une fourchette de 25 % à 28 % en 2007. Notre taux d'imposition effectif pour l'exercice sera probablement plus bas que le taux normal, en grande partie grâce au taux peu élevé du premier trimestre.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices affecté aux capitaux propres de 164 millions de dollars pour le trimestre. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés retraités, contient plus de détails à ce sujet.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats – selon les états financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007 Données retraitées	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006	T4-2005	T3-2005	T2-2005
Revenu total (bic)	<b>2 105</b>	2 494	2 603	2 503	2 512	2 650	2 441	2 428
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>52</b>	51	42	66	52	57	73	46
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	(35)	-	-	-	-	-	(40)
Frais autres que d'intérêts	<b>1 538</b>	1 613	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569	1 570
Charge de restructuration	<b>135</b>	-	-	-	-	-	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	<b>1 673</b>	1 613	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569	1 570
Revenu net	<b>348</b>	696	710	651	606	664	547	607
Résultat de base par actions (en dollars)	<b>0,68</b>	1,37	1,41	1,28	1,19	1,31	1,08	1,20
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>0,67</b>	1,35	1,38	1,25	1,17	1,28	1,07	1,17
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,70</b>	1,83	1,89	1,82	1,91	1,95	1,96	2,04
Taux d'imposition effectif (bic) (%)	<b>3,30</b>	17,43	24,07	23,62	28,99	29,75	29,61	27,26
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	<b>1,16</b>	1,12	1,12	1,14	1,16	1,18	1,24	1,23
Revenu net :								
PE – Canada	<b>292</b>	272	347	261	262	274	279	265
PE – États-Unis	<b>29</b>	24	30	28	33	32	31	31
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>321</b>	296	377	289	295	306	310	296
Groupe Gestion privée	<b>95</b>	84	83	97	91	106	61	78
BMO Marchés des capitaux	<b>(18)</b>	188	203	247	222	226	185	208
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	<b>(50)</b>	128	47	18	(2)	26	(9)	25
BMO Groupe financier	<b>348</b>	696	710	651	606	664	547	607

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO ont été présentées en détail aux pages 75 et 76 du Rapport annuel 2006. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs. Le tableau ci dessus présente un sommaire des résultats du deuxième trimestre de 2005 au premier trimestre de 2007.

Les facteurs importants qui ont influé sur les résultats du premier trimestre ont été la charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts et 0,17 \$ par action), comptabilisée dans les résultats des Services d'entreprise, et les pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars (237 millions après impôts et

après réduction de la rémunération liée au rendement, ou 0,46 \$ par action) de BMO Marchés des capitaux. Au premier trimestre de 2007, le dollar américain s'est apprécié par rapport au dollar canadien, ce qui a eu un effet favorable sur la valeur de conversion des résultats de BMO, car la monnaie américaine s'était généralement affaiblie au cours des trois dernières années. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base, les revenus de négociation de BMO Marchés des capitaux ont augmenté comparativement au quatrième trimestre; tout en étant moins élevés qu'au début de 2006, ils ont augmenté par rapport au niveau particulièrement bas du quatrième trimestre. PE – Canada et le groupe Gestion privée ont tous deux bénéficié de la croissance de leurs volumes au cours du trimestre et la marge nette d'intérêts de PE – Canada s'est maintenue. Le recul de la marge nette d'intérêts de BMO est en grande partie attribuable à la forte croissance des actifs

de BMO Marchés des capitaux, dont la marge nette d'intérêts est plus mince que celle des autres groupes, et à la baisse du revenu net d'intérêts du groupe Services d'entreprise. Abstraction faite de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration, le taux d'imposition effectif est de 26,1 % au premier trimestre de 2007, une hausse par rapport au taux exceptionnellement bas du quatrième trimestre de 2006.

## Bilan

L'actif total s'élève à 355,5 milliards de dollars, soit une hausse de 35,5 milliards depuis le 31 octobre 2006. Cette hausse résulte principalement de la croissance de l'encaisse (3,3 milliards), des valeurs mobilières (10,7 milliards), du solde net des prêts et acceptations (14,5 milliards) et des instruments financiers dérivés (6,9 milliards).

La hausse de 3,3 milliards de dollars de l'encaisse s'explique en grande partie par l'augmentation des prêts interbancaires par suite de l'amélioration des rendements.

La croissance de 10,7 milliards de dollars des valeurs mobilières s'explique par la progression des titres disponibles à la vente et des titres de négociation de BMO Marchés des capitaux, en accord avec la stratégie de ce groupe qui vise à développer ses activités de négociation et à augmenter ses revenus, particulièrement aux États-Unis.

La progression de 14,5 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations s'explique en grande partie par une augmentation de 10,4 milliards des titres pris en pension, empruntés ou achetés, due à une plus grande demande des clients et à l'expansion des activités de négociation. Le solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et les acceptations connexes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars en raison de la croissance du portefeuille des prêts aux grandes entreprises, tandis que les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers augmentaient de 1,0 milliard, résultat de la croissance normale des affaires.

La hausse de 6,9 milliards de dollars des actifs financiers dérivés est liée au secteur des instruments dérivés de produits de base, résultat de la croissance des options négociées en bourse, et elle correspond à la croissance des passifs financiers dérivés.

Le passif et les capitaux propres ont progressé de 35,5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Cette progression reflète essentiellement la croissance des dépôts (13,3 milliards), des titres mis en pension, prêtés ou vendus (9,0 milliards), des passifs financiers dérivés (7,4 milliards) comme nous l'expliquons plus haut, des titres vendus à découvert (4,1 milliards) et des acceptations (1,0 milliard).

Les dépôts des banques, qui représentent 16 % du total des dépôts, ont augmenté de 7,2 milliards de dollars et ont servi à financer l'augmentation de l'encaisse et des valeurs mobilières. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 48 % du total des dépôts, ont augmenté de 4,1 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des valeurs mobilières et des prêts. Les dépôts de particuliers, qui constituent le reste des dépôts, soit 36 % du total, ont augmenté de 1,9 milliard de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts.

La progression des titres mis en pension, prêtés ou vendus, et des titres vendus à découvert a servi à financer les activités de négociation.

Le tableau 24, à la page 89 du Rapport annuel 2006 de BMO, présente les obligations contractuelles selon l'échéance. Il n'y a pas eu de changement important dans les obligations contractuelles qui ne soit pas dans le cours normal de nos activités.

## Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,76 %, alors qu'il était de 10,22 % à la fin de 2006 et de 10,41 % il y a un an. Les pertes de négociation sur produits de base ont occasionné une légère baisse du ratio, de 14 points de base. Le ratio demeure nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 11,20 %, alors qu'il était de 11,76 % à la fin de 2006 et de 11,89 % il y a un an.

Les reculs des ratios du capital de première catégorie et du capital total sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et à l'augmentation de la déduction pour écart d'acquisition résultant de l'acquisition de la First National Bank, partiellement compensées par l'augmentation des bénéfices non répartis et par l'émission d'actions privilégiées dont il est question ci-dessous.

Le 17 janvier 2007, la Banque de Montréal a procédé à l'émission d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, de série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, d'une valeur globale de 350 millions de dollars. Ces actions satisfont aux critères du capital de première catégorie et le produit de leur placement servira à augmenter le capital de base de BMO ainsi qu'aux fins générales de l'organisation. Les actions sont rachetables en totalité ou en partie selon une prime décroissante, le ou après le 25 février 2012, sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 194 900 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 69,08 \$ l'action, pour une somme totale de 82 millions de dollars. Tout au long du premier trimestre, nous avons racheté 1 660 700 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat, présentée dans le cours normal de nos activités, qui est présentement en vigueur et qui arrive à échéance le 5 septembre 2007. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO. Notre programme de rachat d'actions vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et la conversion d'actions convertibles.

Le 1<sup>er</sup> mars 2007, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,68 \$ par action payable aux actionnaires ordinaires, ce qui représente une hausse de 4,6 % par rapport au dividende du premier trimestre, qui était de 0,65 \$ par action, et une hausse de 28 % par rapport au dividende d'il y a un an, qui était de 0,53 \$. Cette hausse de dividende est conforme à la politique de BMO qui vise à maintenir un ratio de distribution de 45 % à 55 %.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Au 21 février 2007	
Actions ordinaires	499 832 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 \$
Série 13	350 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 4	200 000 \$
Série 6	250 000 \$
Série 10	396 000 \$
Options d'achat d'actions	
– droits acquis	19 139 000
– droits non acquis	3 350 000

Les notes 20 et 21 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 118 et 119 du Rapport annuel 2006, ainsi que le tableau de la page 59 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2006, traitent en détail du capital-actions.

## Cote de crédit

Le 17 mai 2007, l'agence de notation Standard & Poor's a mis les cotes qu'elle a attribuées à la Banque de Montréal (BMO) et ses filiales, y compris la cote actuelle de AA- attribuée sur les créances prioritaires, sous surveillance avec implication négative. S&P a l'intention de soumettre nos opérations de négociation et notre gestion du risque de négociation à un examen. Au cours du deuxième trimestre, notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, a été haussée de Aa3 à Aa1, avec une perspective stable, en raison d'un changement dans la méthode de Moody's. Les deux cotes de crédit ne sont attribuées qu'à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et d'autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement seulement à nos clients privilégiés.

La note 26 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 128 du Rapport annuel 2006, traite des prêts à taux réduit. Aucune somme n'a été avancée en vertu d'un prêt à taux réduit au cours de l'exercice 2007, à l'exception des prêts hypothécaires liés à des mutations de personnel effectuées à notre demande.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits aux pages 60 et 61 de notre Rapport annuel 2006. Il n'y a pas eu de changement important à ces arrangements hors bilan au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2007.

## Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2006 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. La note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés retraités de la période terminée le 31 janvier 2007 décrit les modifications apportées à nos conventions comptables.

Le Rapport annuel 2006 contient, aux pages 62 à 64, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

## Modifications des conventions comptables

### Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant les valeurs mobilières, les instruments dérivés de couverture et certains autres instruments financiers. En vertu de ces règles, nous devons évaluer certains titres et instruments dérivés de couverture à leur juste valeur et présenter une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu, afin de faire état des gains ou pertes non réalisés relatifs à certains titres disponibles à la vente, aux couvertures de flux de trésorerie et aux gains ou pertes de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

Certains de nos titres de placement (appelés titres disponibles à la vente) sont comptabilisés à leur juste valeur en vertu des nouvelles règles; cependant, les exigences concernant la comptabilisation des gains ou des pertes dans le revenu net sont inchangées. Les gains ou pertes non réalisés sont reportés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les titres soient vendus ou qu'une moins-value durable soit constatée. Ce n'est qu'à ce moment que le gain ou la perte est comptabilisé dans le revenu net. Les titres dont la vente est soumise à des restrictions ou qui ne sont pas négociés dans un marché actif sont également inclus dans les titres disponibles à la vente, mais ils continuent à être comptabilisés au prix coûtant.

Tous nos instruments dérivés de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur en vertu des nouvelles règles, mais les variations de la juste valeur n'influent sur le revenu net que dans la mesure où elles ne neutralisent pas parfaitement les variations de la juste valeur de l'élément que nous couvrons (l'inefficacité de la couverture). Toute inefficacité d'une couverture doit être comptabilisée dans le revenu net. Nos programmes de couverture sont conçus pour que les couvertures correspondent exactement aux éléments que nous couvrons et, par conséquent, nous ne pensons pas qu'une inefficacité représentant une somme importante puisse se produire.

Les gains et pertes non réalisés sur titres de participation inclus dans les autres éléments du résultat étendu sont maintenant inclus dans nos ratios du capital de première catégorie et du capital total. L'incidence était non significative au 31 janvier 2007. Les gains ou pertes de change relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger, qui étaient également comptabilisés dans les capitaux propres au cours des périodes antérieures, continuent à être inclus dans le calcul de nos ratios de capital.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est inclus dans les capitaux propres aux fins du calcul du rendement des capitaux propres, ce qui entraîne une augmentation négligeable du rendement.

Pour plus de détails sur les modifications des conventions comptables et leurs incidences, voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés retraités pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2007

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007 (Données retraitées)				Total BMO
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	
Revenu net d'intérêts (bic)	946	151	232	(94)	<b>1 235</b>
Revenu autre que d'intérêts	448	355	(25)	92	<b>870</b>
Revenu total (bic)	1 394	506	207	(2)	<b>2 105</b>
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	89	1	20	(58)	<b>52</b>
Frais autres que d'intérêts	824	359	328	27	<b>1 538</b>
Charge de restructuration	-	-	-	135	<b>135</b>
Total des frais autres que d'intérêts	824	359	328	162	<b>1 673</b>
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	481	146	(141)	(106)	<b>380</b>
Impôts sur les bénéfices (bic)	160	51	(123)	(75)	<b>13</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	<b>19</b>
Revenu net – T1-2007	321	95	(18)	(50)	<b>348</b>
Revenu net – T4-2006	296	84	188	128	<b>696</b>
Revenu net – T1-2006	295	91	222	(2)	<b>606</b>
<b>Autres statistiques</b>					
Profit économique net	156	64	(156)	(101)	<b>(37)</b>
Rendement des capitaux propres	19,9 %	32,7 %	(2,1) %	n.s.	<b>9,2 %</b>
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,5 %	33,1 %	(2,1) %	n.s.	<b>9,5 %</b>
Ratio de productivité (bic)	59,1 %	70,9 %	158,4 %	n.s.	<b>79,5 %</b>
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	58,4 %	70,6 %	158,4 %	n.s.	<b>78,9 %</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,78 %	9,75 %	0,62 %	n.s.	<b>1,70 %</b>
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 194	1 129	4 902	2 391	<b>14 616</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	134,8	6,1	149,3	(1,0)	<b>289,2</b>
Effectif – équivalent de durée normale	19 624	4 244	2 236	9 219	<b>35 323</b>

n.s. – non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de nos groupes et secteurs d'exploitation pour le premier trimestre de 2007.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés retraités ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la

provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

## Services bancaires Particuliers et entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	946	35	4 %	7	1 %
Revenu autre que d'intérêts	448	38	9 %	4	1 %
Revenu total (bic)	1 394	73	6 %	11	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	89	3	4 %	3	4 %
Frais autres que d'intérêts	824	39	5 %	(29)	(3 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	481	31	7 %	37	8 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	160	5	3 %	12	8 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	321	26	9 %	25	8 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	329	26	9 %	25	8 %
Rendement des capitaux propres	19,9 %		0,8 %		0,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,5 %		0,9 %		0,8 %
Ratio de productivité (bic)	59,1 %		(0,3 %)		(2,6 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	58,4 %		(0,3 %)		(2,6 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,78 %		(0,05 %)		(0,02 %)
Actif productif moyen	134 832	7 317	6 %	2,013	2 %

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	760	34	5 %	5	1 %
Revenu autre que d'intérêts	406	36	10 %	3	1 %
revenu total (bic)	1 166	70	6 %	8	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	80	2	3 %	1	3 %
Frais autres que d'intérêts	649	25	4 %	(26)	(4 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	437	43	11 %	33	8 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	145	13	9 %	13	9 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	292	30	12 %	20	7 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	2	1	+100 %	(1)	(33 %)
Revenu net avant amortissement	294	31	12 %	19	7 %
Ratio de productivité (bic)	55,7 %		(1,2 %)		(2,6 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	55,5 %		(1,2 %)		(2,6 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,67 %		-		0,01 %
Actif productif moyen	113 154	5 502	5 %	744	1 %

### **Comparaison du premier trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2006**

Le revenu net a augmenté de 30 millions de dollars, ou de 12 %, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais de 2,3 points de pourcentage.

Le revenu s'est accru de 70 millions de dollars, ou de 6,4 %, en raison de la croissance des volumes des prêts hypothécaires, des dépôts des entreprises et des prêts aux particuliers et aux entreprises, de l'augmentation des revenus tirés des services de cartes et des activités de titrisation et de la vente de produits de placement à terme et de fonds d'investissement. La marge nette d'intérêts n'a pas varié. L'incidence favorable des mesures tarifaires prises à l'égard des comptes d'épargne à taux Avantageux a été annulée par la croissance des prêts qui a dépassé celle des dépôts et par la baisse des frais du refinancement des prêts hypothécaires. L'acquisition de bcpbank Canada au cours du trimestre s'est traduite par des revenus supplémentaires de 2 millions de dollars et des frais de 3 millions de dollars, y compris les coûts liés à l'acquisition.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 25 millions de dollars, ou de 4,1 %, en raison de l'augmentation au deuxième semestre de 2006 des coûts liés au personnel à la suite du renforcement de nos équipes de vente et de service qui traitent directement avec les clients, ainsi qu'en raison de la hausse de l'amortissement découlant de mesures prises à l'exercice précédent et de l'accroissement des frais de publicité. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 123 points de base par rapport à l'exercice précédent.

### **Comparaison du premier trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2007**

Le revenu net a augmenté de 20 millions de dollars, ou de 7,1 %. Cette augmentation est attribuable à la hausse des revenus et à la réduction des frais.

Le revenu s'est accru de 8 millions de dollars, ou de 0,7 %, en raison de l'accroissement des volumes des produits à l'intention des particuliers et des entreprises. La marge nette d'intérêts s'est légèrement améliorée, car la croissance des volumes des produits à marge élevée a été largement contrebalancée par l'incidence de la tarification concurrentielle appliquée à nos comptes d'épargne à taux Avantageux.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 26 millions de dollars, ou de 3,7 %, en raison de la réduction des dépenses liées à diverses initiatives, ce qui est habituel au premier trimestre, et de la baisse des frais de publicité. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 259 points de base, car les revenus ont augmenté alors que les frais baissaient.

Le solde moyen des prêts et acceptations a affiché une forte croissance. En incluant les prêts titrisés, il a progressé de 7,5 milliards de

dollars, ou de 6,7 %, par rapport au premier trimestre de 2006 et de 1,2 milliard de dollars, ou de 1,0 %, par rapport au quatrième trimestre. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 1,3 milliard de dollars, ou de 3,0 %, par rapport à la même période l'an dernier, mais ils ont diminué de 1,4 milliard de dollars, ou de 3,1 %, par rapport au quatrième trimestre.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, la plupart des produits ont affiché une croissance, notamment les produits de prêts à marge élevée comme les prêts aux particuliers et les cartes. La croissance des prêts aux particuliers par rapport au premier trimestre de 2006 a été forte, se chiffrant à 9,1 %; nous avons accru notre part de marché de 9 points de base par rapport à la même période l'an dernier, et de 11 points de base par rapport au quatrième trimestre. La croissance des prêts hypothécaires a ralenti, car nous avons décidé de privilégier les prêts hypothécaires octroyés en succursale et axés sur les relations avec la clientèle plutôt que notre portefeuille de prêts hypothécaires de tiers, qui affiche un recul. La part de marché des prêts hypothécaires a ainsi reculé de 16 points de base par rapport à la même période l'an dernier, et au quatrième trimestre. Les dépôts des particuliers ont diminué de 3,7 % par rapport au premier trimestre de 2006, ce qui a entraîné un recul de 56 points de base de la part de marché par rapport à la même période l'an dernier, et de 10 points de base par rapport au quatrième trimestre. Les décisions tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts et de prêts hypothécaires se sont traduites par une perte prévisible de la part de marché en faveur du rendement.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, la croissance des prêts a été solide : 6,8 % de plus qu'au premier trimestre de 2006. Nous continuons d'estimer que ce secteur est l'un de nos atouts concurrentiels. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part de marché des services bancaires aux entreprises au Canada, qui se chiffre à 18,57 %; notre objectif est d'atteindre le premier rang. Nous avons accru notre part de marché de 5 points de base par rapport à la même période l'an dernier, et de 3 points de base par rapport au quatrième trimestre. Par rapport à l'exercice précédent, les volumes dans le secteur des prêts de moins de 1 million de dollars ont diminué. Dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 7,2 % par rapport au premier trimestre de 2006, et la part de marché a augmenté de 35 points de base par rapport à la même période l'an dernier, et de 10 points de base par rapport au quatrième trimestre.

## Service bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	186	1	-	2	1 %
Revenu autre que d'intérêts	42	2	6 %	1	2 %
Revenu total (bic)	228	3	1 %	3	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	9	1	14 %	2	18 %
Frais autres que d'intérêts	175	14	9 %	(3)	(2 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	44	(12)	(21 %)	4	12 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	15	(8)	(32 %)	(1)	(3 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	29	(4)	(14 %)	5	22 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	6	(1)	(15 %)	1	15 %
Revenu net avant amortissement	35	(5)	(12 %)	6	19 %
Ratio de productivité (bic)	76,8 %		5,2 %		(2,4 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	73,5 %		5,2 %		(2,4 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,40 %		(0,30 %)		(0,17 %)
Actif productif moyen	21 678	1 815	9 %	1 269	6 %

### États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	160	-	-	(4)	(3 %)
Revenu autre que d'intérêts	36	2	6 %	-	-
Revenu total (bic)	196	2	1 %	(4)	(3 %)
Frais autres que d'intérêts	150	11	8 %	(10)	(6 %)
Revenu net	25	(3)	(15 %)	4	17 %
Actif moyen	20 234	1 527	8 %	400	2 %

### Comparaison du premier trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2006

Le revenu net a diminué de 4 millions de dollars, ou de 14 %, l'incidence d'une croissance appréciable des volumes ayant été neutralisée par les effets de la compression des marges et la croissance des frais.

Le revenu s'est accru de 3 millions de dollars, ou de 1,2 %. Les prêts aux particuliers et aux entreprises ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou de 10,7 %, en dollars américains, malgré le ralentissement de l'économie et l'affaiblissement du marché de l'habitation dans le Midwest américain. Les dépôts ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou de 4,5 %, en dollars américains, dans un environnement hautement concurrentiel. L'incidence de la croissance des volumes a été neutralisée par un recul de la marge nette d'intérêts de 30 points de base attribuable aux pressions exercées par la concurrence sur la tarification, les clients délaissant les produits à marge élevée pour privilégier les produits à faible marge, tant dans le secteur des prêts que dans celui des dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 14 millions de dollars ou de 8,5 %. Cette augmentation est attribuable à la hausse des coûts liés au personnel, à la hausse des frais d'exploitation liés à la nouvelle plateforme technologique de nos succursales et à l'accroissement des volumes d'affaires. Le ratio de productivité avant amortissement s'est détérioré de 519 points de base en raison de la faible croissance des revenus et de la hausse des frais.

### Comparaison du premier trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 5 millions de dollars, ou de 22 %, sous l'effet de la diminution significative des frais.

Le revenu s'est accru de 3 millions de dollars, ou de 1,3 %. C'est le raffermissement du dollar américain qui explique la croissance du revenu, ce dernier ayant diminué de 4 millions de dollars, ou de 2,7 %,

en dollars américains. La croissance des prêts s'est poursuivie, les prêts ayant augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou de 2,1 %, en dollars américains, tandis que les dépôts augmentaient de 0,3 milliard de dollars, ou de 1,6 %, en dollars américains. Le recul de la marge nette d'intérêts de 17 points de base, attribuable aux mêmes facteurs que ceux décrits ci-dessus, a neutralisé les avantages de l'augmentation des volumes.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 3 millions de dollars, ou de 1,8 %. Là encore, le raffermissement du dollar américain explique la croissance des frais, ces derniers ayant diminué de 10 millions de dollars, ou de 5,6 %, en dollars américains.

La diminution est attribuable à la réduction des frais d'intégration des acquisitions et des frais de marketing, au calendrier des frais d'entretien des biens, à la baisse des dépenses liées à diverses initiatives et à une gestion rigoureuse des frais.

Notre taux de recommandation net, qui mesure l'intensité de la fidélité de la clientèle, a augmenté, passant de 39 % à la fin de l'exercice précédent à 40 % au premier trimestre.

### Services bancaires aux moyennes entreprises américaines

Le revenu net de PE – États-Unis représentait 8,9 % du revenu net des Services bancaires PE au premier trimestre de 2007, comparativement à 11,4 % pour la même période l'an dernier, et à 7,9 % au quatrième trimestre. Les services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. BMO gère ces comptes et inclut leurs résultats dans ceux de BMO Marchés des capitaux, en raison des possibilités accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau suivant indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines à PE – États-Unis. Il fait état de l'inclusion, dans les résultats de PE – États-Unis pour le trimestre, d'un revenu de

88 millions de dollars provenant des services aux moyennes entreprises et d'un revenu net de 23 millions de dollars.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises aux États-Unis étaient inclus dans les résultats de PE – États-Unis, le ratio de productivité serait de 69,6 % pour le premier trimestre, comparativement à 76,8 % dans le présent Rapport de gestion. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 15,0 % du résultat des Services bancaires Particuliers et entreprises pour le premier trimestre, comparativement à 8,9 % dans le présent rapport. Le revenu tiré des activités aux États-Unis représenterait 21,3 % du revenu des Services bancaires PE pour le premier trimestre, comparativement à 16,3 % dans le présent rapport.

### PE – États-Unis après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis\*

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu (bic)	316	(16)	(5 %)	(17)	(5 %)
Revenu net	52	(12)	(20 %)	(5)	(8 %)
Ratio de productivité	69,6 %		6,8 %		2,1 %

\* Mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	151	13	9 %	6	3 %
Revenu autre que d'intérêts	355	29	9 %	35	11 %
Revenu total (bic)	506	42	9 %	41	9 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	359	32	10 %	24	7 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	146	10	7 %	17	13 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	51	6	13 %	6	12 %
Revenu net	95	4	4 %	11	13 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	96	4	4 %	11	13 %
Rendement des capitaux propres	32,7 %		1,7 %		4,1 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	33,1 %		1,7 %		4,1 %
Ratio de productivité (bic)	70,9 %		0,5 %		(1,1 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	70,6 %		0,5 %		(1,0 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	9,75 %		(0,13 %)		(0,05 %)
Actif productif moyen	6 128	579	10 %	233	4 %
<b>États-Unis – Points saillants</b> (en millions de dollars américains)					
Revenu total (bic)	59	(4)	(7 %)	1	1 %
Frais autres que d'intérêts	60	1	-	2	3 %
Revenu net	-	(4)	(+100 %)	-	-
Revenu net avant amortissement	-	(4)	(+100 %)	-	-
Actif moyen	2 047	(98)	(5 %)	(12)	(1 %)

### Comparaison du premier trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 4 millions de dollars, ou de 4,2 %, la forte croissance des revenus ayant été atténuée par l'augmentation des frais.

Le revenu s'est accru de 42 millions de dollars, ou de 8,9 %, grâce à la croissance de tous les secteurs d'activité. Le revenu autre que d'intérêts a progressé en raison de la croissance des revenus liés aux services tarifés et des revenus de commissions relatifs aux activités de placement traditionnelles et de l'augmentation du montant des actifs gérés dans les activités de fonds d'investissement. Le revenu net d'intérêts s'est accru principalement par suite de la hausse des marges et des soldes des dépôts des produits de placement à terme.

Les frais autres que d'intérêts étaient en hausse de 32 millions de dollars, ou de 9,7 %. Les frais ont monté essentiellement en raison de la hausse des frais liés aux revenus ainsi que de l'investissement constant dans notre équipe de vente et les activités de gestion de placements aux États-Unis visant à assurer la croissance future des revenus. Le ratio de productivité avant amortissement s'est détérioré de 54 points de base en raison de la hausse des dépenses liées aux investissements.

À la fin du premier trimestre, l'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, se chiffrait à 297 milliards de dollars, soit une hausse de 25 milliards de dollars, ou de 9 %, sur douze mois, et de 10 % si on fait abstraction de l'incidence des variations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain et du transfert définitif des actifs liés à la vente de Harrisdirect conclu au deuxième trimestre de 2006.

### Comparaison du premier trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 11 millions de dollars, ou de 13 %, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais.

Le revenu s'est accru de 41 millions de dollars, ou de 8,6 %, grâce à la croissance de tous les secteurs d'activité. Le revenu autre que d'intérêts a progressé principalement en raison de la croissance des revenus liés aux services tarifés et des revenus de commissions relatifs aux activités de placement traditionnelles et de l'augmentation des volumes d'opérations de placement en direct effectuées par les clients. Le revenu net d'intérêts s'est accru principalement en raison de l'accroissement des soldes des dépôts et de l'amélioration des marges.

Les frais autres que d'intérêts étaient en hausse de 24 millions de dollars, ou de 7,1 %. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des frais liés aux revenus, y compris l'accroissement des coûts de la rémunération à base d'actions découlant de la passation en charges au cours du premier trimestre de la rémunération attribuée aux employés admissibles à la retraite. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 99 points de base.

## BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007 Données retraitées	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	232	25	12 %	41	21 %
Revenu autre que d'intérêts	(25)	(561)	(+100 %)	(467)	(+100 %)
Revenu total (bic)	207	(536)	(72 %)	(426)	(67 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	20	-	-	1	0,1 %
Frais autres que d'intérêts	328	(92)	(22 %)	(63)	(16 %)
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices (Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(141) (123)	(444) (204)	(+100 %) (+100 %)	(364) (158)	(+100 %) (+100 %)
Revenu net	(18)	(240)	(+100 %)	(206)	(+100 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(1)	(+100 %)	-	-
Revenu net	(18)	(241)	(+100 %)	(206)	(+100 %)
Rendement des capitaux propres	(2,1 %)		(21,3 %)		(18,2 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	(2,1 %)		(21,3 %)		(18,2 %)
Ratio de productivité (bic)	158,4 %		n.s.		96,6 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	158,4 %		n.s.		96,6 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,62 %		(0,08 %)		0,05 %
Actif productif moyen	149 253	30 981	26 %	17 231	13 %
<b>États-Unis – Points saillants</b> (en millions de dollars américains)					
Revenu	(172)	(483)	(+100 %)	(427)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	138	(30)	(18 %)	(9)	(6 %)
Revenu net	(167)	(249)	(+100 %)	(237)	(+100 %)
Actif moyen	66 407	16 485	33 %	4 646	8 %

n.s. – non significatif

### Comparaison du premier trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2006

Le revenu net a diminué de 240 millions de dollars, donnant lieu à une perte nette de 18 millions. Les résultats reflètent les effets des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars (237 millions après impôts et diminution de la rémunération liée au rendement). Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, le revenu net a affiché une baisse de 3 millions de dollars ou de 1,6 %.

Le revenu a reculé de 536 millions de dollars ou de 72 %. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base comptabilisées au premier trimestre, le revenu a diminué de 27 millions de dollars ou de 3,6 %. Les revenus de négociation des instruments dérivés de produits de base avaient atteint un sommet au premier trimestre de 2006. Les revenus de négociation sur les taux d'intérêt ont également reculé, mais ce recul a été atténué par l'amélioration des résultats de négociation sur les actions. D'autres facteurs ont également contribué à ce recul, dont la baisse des recouvrements au comptant sur des prêts précédemment considérés comme douteux, l'élimination de certains actifs ne faisant pas partie des actifs principaux et la réduction des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition et de prise ferme de titres d'emprunt. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une hausse de 19 millions de dollars des gains sur titres de placement et l'augmentation des commissions sur prêts, des revenus de commissions et des prises fermes de titres de participation. L'actif lié aux services bancaires aux entreprises s'est accru, mais cette incidence favorable a été atténuée par une réduction des marges dans un contexte de forte concurrence.

Le revenu net d'intérêts s'est amélioré par rapport à la même période l'an dernier en raison de la hausse du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation et de l'accroissement de l'actif lié aux services bancaires aux entreprises, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par la réduction des recouvrements au comptant sur des prêts précédemment considérés comme douteux, l'élimination de certains actifs ne faisant partie des actifs principaux et la diminution des marges sur les prêts aux entreprises dans un contexte de forte concurrence. La marge nette d'intérêts a reculé de 8 points de base par

rapport à la même période l'an dernier. L'actif moyen s'est considérablement accru en raison de l'accroissement des titres de négociation et des titres de placement, des prises en pension de titres et des prêts et acceptations, ce qui est conforme à notre stratégie visant à accroître notre portefeuille de services bancaires aux entreprises et nos activités de négociation.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 92 millions de dollars, ou de 22 %, en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement due à la réduction de 87 millions de dollars liée aux pertes de négociation sur produits de base. Le ratio de productivité avant amortissement de BMO Marchés des capitaux s'est détérioré en raison des pertes de négociation sur produits de base.

Le recouvrement d'impôts a été élevé au premier trimestre par rapport à la perte nette avant impôts sur les bénéfices. Les pertes de négociation étant liées à nos activités aux États-Unis, elles sont recouvrables à un taux d'imposition relativement plus élevé. Les autres revenus du groupe sont assujettis à l'impôt sur les bénéfices à un taux d'imposition inférieur dans l'ensemble.

Les résultats des activités aux États-Unis ont été moins bons principalement à cause des pertes de négociation sur produits de base.

### Comparaison du premier trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a diminué de 206 millions de dollars. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base au premier trimestre de 2007, le revenu net a augmenté de 31 millions de dollars ou de 17 %.

Le revenu a reculé de 426 millions de dollars ou de 67 %. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base, le revenu s'est accru de 83 millions de dollars ou de 13 %. Les revenus tirés de la prise ferme de titres de participation, les commissions sur prêts et les autres commissions ont augmenté. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition, des revenus tirés des prises fermes de titres d'emprunt et des gains nets sur titres de placement.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 63 millions de dollars ou de 16 %. Abstraction faite de la rémunération liée au rendement réduite en raison des pertes de négociation sur produits de base, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars ou de 6,1 %. Environ la moitié de la hausse est attribuable à la constatation à titre de charge, pour le trimestre, de la valeur de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite. Le raffermissement du dollar américain explique la croissance des frais à hauteur de 7 millions de dollars. Pour le groupe, le ratio de productivité avant amortissement du trimestre s'est détérioré de façon significative à cause des pertes de négociation sur produits de base. Abstraction faite de l'incidence de ces pertes, le ratio s'est amélioré de 383 points de base par rapport au quatrième trimestre et s'est établi à 57,9 %, car sur cette base, la croissance des revenus a surpassé celle des frais.

Par rapport au quatrième trimestre de 2006, la perte nette attribuée aux activités aux États-Unis est supérieure de 237 millions de dollars américains. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base, le revenu net des activités aux États-Unis a reculé de 3 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre, la croissance des revenus ayant été inférieure à celle des frais. La croissance des revenus est due à l'augmentation des revenus de négociation de titres de participation. Abstraction faite de l'incidence des

perles de négociation sur titres de base, le revenu net des activités aux États-Unis représentait 36 % du revenu net du groupe au premier trimestre, alors qu'il en représentait 42 % au quatrième trimestre de 2006.

#### **Services bancaires aux moyennes entreprises**

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 100 millions et 1,5 milliard de dollars américains. Au premier trimestre, le revenu provenant de notre portefeuille de moyennes entreprises représentait 12 % du revenu total du groupe et 28 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux de PE – États-Unis sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion.

## Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2007	Augmentation/(Diminution) c. T1-2006		Augmentation/(Diminution) c. T4-2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	<b>(94)</b>	(51)	(+100 %)	(67)	(+100 %)
Revenu autre que d'intérêts	<b>92</b>	65	+100 %	52	100 %
Revenu total (bic)	<b>(4)</b>	14	89 %	(15)	(+100 %)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	<b>(58)</b>	(3)	(6 %)	32	36 %
Frais autres que d'intérêts	<b>27</b>	(21)	(44 %)	(7)	(16 %)
Charge de restructuration	<b>135</b>	135	+100 %	135	+100 %
Total des frais autres que d'intérêts	<b>162</b>	114	+100 %	128	+100 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>(106)</b>	(97)	(+100 %)	(175)	(+100 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	<b>(75)</b>	(49)	(+100 %)	3	2 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>19</b>	-	-	-	-
Revenu net (perte nette)	<b>(50)</b>	(48)	(+100 %)	(178)	(+100 %)

### États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu	<b>(13)</b>	14	(49 %)	11	48 %
Dotation à la provision pour pertes sur (recouvrement de) pertes sur créances	<b>(20)</b>	(2)	(11 %)	5	14 %
Frais autres que d'intérêts	<b>(6)</b>	(9)	(+100 %)	(4)	(+100 %)
Charge de restructuration	<b>18</b>	18	100 %	18	100 %
Total des frais autres que d'intérêts	<b>12</b>	9	+100 %	14	+100 %
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	<b>(1)</b>	12	+100 %	(2)	(+100 %)
Revenu net (perte nette)	<b>(9)</b>	(5)	(+100 %)	(7)	(+100 %)

### Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

### Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

### Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO MC), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

Le groupe a enregistré une perte nette de 50 millions de dollars pour le trimestre. Abstraction faite de l'incidence de la charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts), le revenu net se chiffrait à 38 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 2 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à l'accroissement des revenus découlant de gains évalués à la valeur de marché réalisés sur certains instruments dérivés de couverture de taux d'intérêt et inclus dans les revenus de négociation, à la réduction des frais et à la baisse des impôts sur les bénéfices.

Abstraction faite de la charge de restructuration, le revenu net a reculé de 90 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2006. Les résultats du quatrième trimestre avaient bénéficié d'impôts exceptionnellement bas, de gains de titrisation et de réductions de la provision générale pour pertes sur créances.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006
	Données retraitées (voir la note 2)				
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>					
Prêts (note 2)	2 812 \$	2 739 \$	2 664 \$	2 340 \$	2 242 \$
Valeurs mobilières	726	589	587	473	509
Dépôts à d'autres banques	220	214	216	172	167
	<b>3 758</b>	<b>3 542</b>	<b>3 467</b>	<b>2 985</b>	<b>2 918</b>
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts	1 776	1 686	1 536	1 308	1 213
Dette subordonnée	43	43	43	41	42
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	25	25	24	25	25
Autres passifs	718	573	630	498	456
	<b>2 562</b>	<b>2 327</b>	<b>2 233</b>	<b>1 872</b>	<b>1 736</b>
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>1 196</b>	<b>1 215</b>	<b>1 234</b>	<b>1 113</b>	<b>1 182</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	52	16	42	66	52
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>1 144</b>	<b>1 199</b>	<b>1 192</b>	<b>1 047</b>	<b>1 130</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>					
Commissions et droits sur titres	278	247	260	292	252
Frais de service - Dépôts et ordres de paiement	183	183	187	179	180
Revenus (pertes) de négociation (note 2)	(352)	90	186	201	241
Commissions sur prêts	99	90	92	77	78
Frais de services de cartes	63	105	106	94	91
Gestion de placements et garde de titres	77	76	77	69	76
Revenus tirés de fonds d'investissement	137	130	128	126	115
Revenus de titrisation	87	55	21	4	20
Commissions de prise ferme et de consultation	106	104	92	113	98
Gains sur titres, autres que de négociation	44	46	51	30	18
Revenus de change, autres que de négociation	21	27	24	28	23
Revenus d'assurance	46	49	58	51	46
Autres (note 2)	81	44	54	96	61
	<b>870</b>	<b>1 246</b>	<b>1 336</b>	<b>1 360</b>	<b>1 299</b>
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	<b>2 014</b>	<b>2 445</b>	<b>2 528</b>	<b>2 407</b>	<b>2 429</b>
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Rémunération du personnel (notes 2 et 6)	931	934	958	932	1 000
Bureaux et matériel	308	328	299	296	288
Amortissement des actifs incorporels	11	11	10	12	11
Déplacements et expansion des affaires	59	76	64	63	50
Communications	33	39	36	31	25
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	24	19	23	25	27
Honoraires	64	92	65	72	58
Autres	108	114	145	129	121
	<b>1 538</b>	<b>1 613</b>	<b>1 600</b>	<b>1 560</b>	<b>1 580</b>
<b>Charge de restructuration (note 7)</b>	<b>135</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>341</b>	<b>832</b>	<b>928</b>	<b>847</b>	<b>849</b>
Impôts sur les bénéfices (note 2)	(26)	117	199	177	224
	<b>367</b>	<b>715</b>	<b>729</b>	<b>670</b>	<b>625</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	19	19
<b>Revenu net</b>	<b>348 \$</b>	<b>696 \$</b>	<b>710 \$</b>	<b>651 \$</b>	<b>606 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	9 \$	8 \$	6 \$	8 \$	8 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	339 \$	688 \$	704 \$	643 \$	598 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	501 136	500 432	500 762	502 502	501 374
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	510 320	510 166	509 991	512 743	511 600
<b>Résultat par action (en dollars canadiens)</b>					
De base	0,68 \$	1,37 \$	1,41 \$	1,28 \$	1,19 \$
Dilué	0,67	1,35	1,38	1,25	1,17
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>0,65</b>	<b>0,62</b>	<b>0,62</b>	<b>0,53</b>	<b>0,49</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**BILAN CONSOLIDÉ**

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

		Au			
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janvier 2006
	Données retraitées (voir la note 2)				
<b>Actif</b>					
<b>Encaisse</b>	<b>22 873 \$</b>	19 608 \$	20 160 \$	19 560 \$	19 933 \$
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de placement (note 2)	-	14 166	11 359	11 642	10 599
Titres disponibles à la vente (note 2)	<b>18 235</b>	-	-	-	-
Titres divers (note 2)	<b>1 465</b>	1 414	1 425	1 433	1 433
Titres de négociation	<b>58 401</b>	51 820	45 455	44 079	48 074
Titres de substituts de prêts	<b>11</b>	11	11	11	11
	<b>78 112</b>	67 411	58 250	57 165	60 117
<b>Prêts (note 2)</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>63 109</b>	63 321	63 591	63 055	62 652
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>31 474</b>	30 418	29 693	28 873	28 206
Prêts sur cartes de crédit	<b>3 764</b>	3 631	5 049	4 874	4 709
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>58 108</b>	56 030	53 433	52 121	48 289
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	<b>41 843</b>	31 429	31 865	33 116	29 853
	<b>198 298</b>	184 829	183 631	182 039	173 709
Engagements de clients aux termes d'acceptations	<b>8 252</b>	7 223	7 369	6 639	5 988
Provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>(1 078)</b>	(1 058)	(1 107)	(1 117)	(1 115)
	<b>205 472</b>	190 994	189 893	187 561	178 582
<b>Autres actifs</b>					
Instruments financiers dérivés (note 2)	<b>37 361</b>	30 411	32 247	31 523	30 664
Bureaux et matériel	<b>2 057</b>	2 047	1 942	1 841	1 818
Écarts d'acquisition	<b>1 306</b>	1 098	1 104	1 098	1 109
Actifs incorporels	<b>207</b>	152	163	172	186
Actifs divers (note 2)	<b>8 103</b>	8 257	7 850	7 387	6 814
	<b>49 034</b>	41 965	43 306	42 021	40 591
<b>Total de l'actif</b>	<b>355 491 \$</b>	319 978 \$	311 609 \$	306 307 \$	299 223 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts (note 2)</b>					
Banques	<b>33 811 \$</b>	26 632 \$	26 362 \$	23 394 \$	25 940 \$
Entreprises et administrations publiques	<b>104 994</b>	100 848	99 821	94 234	90 783
Particuliers	<b>78 309</b>	76 368	75 911	76 860	76 536
	<b>217 114</b>	203 848	202 094	194 488	193 259
<b>Autres passifs</b>					
Instruments financiers dérivés (note 2)	<b>38 842</b>	31 446	31 418	30 413	28 810
Acceptations	<b>8 252</b>	7 223	7 369	6 639	5 988
Titres vendus à découvert	<b>19 472</b>	15 398	14 271	15 653	14 161
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	<b>40 965</b>	31 918	28 148	31 467	31 005
Passifs divers (note 2)	<b>11 083</b>	10 758	9 277	8 647	7 800
	<b>118 614</b>	96 743	90 483	92 819	87 764
<b>Dettes subordonnées (note 2)</b>	<b>2 745</b>	2 726	2 729	3 025	2 456
<b>Actions privilégiées (note 8)</b>	<b>450</b>	450	450	450	450
<b>Titres d'une fiducie de capital</b>	<b>1 150</b>	1 150	1 150	1 150	1 150
<b>Capitaux propres</b>					
Capital-actions (note 8)	<b>5 225</b>	4 827	4 765	4 741	4 716
Surplus d'apport	<b>55</b>	49	47	45	43
Bénéfices non répartis (note 2)	<b>10 836</b>	10 974	10 653	10 395	10 125
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte (note 2)	<b>(698)</b>	(789)	(762)	(806)	(740)
	<b>15 418</b>	15 061	14 703	14 375	14 144
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>355 491 \$</b>	319 978 \$	311 609 \$	306 307 \$	299 223 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
	Données retraitées (voir la note 2)	
Revenu net	348 \$	606 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	2	-
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	(45)	-
Gain (perte) net provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	182	(128)
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>487 \$</b>	<b>478 \$</b>

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
	Données retraitées (voir la note 2)	
	Données retraitées (voir la note 6)	
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	596 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période	350	-
Solde à la fin de la période	946	596
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	4 231	4 022
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	28	19
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	29	83
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	1	-
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(10)	(4)
Solde à la fin de la période	4 279	4 120
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde au début de la période	49	35
Frais liés aux options d'achat d'actions	6	8
Solde à la fin de la période	55	43
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	10 974	9 801
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers, déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$ (note 2)	(71)	-
Revenu net	348	606
Dividendes – Actions privilégiées	(9)	(8)
– Actions ordinaires	(325)	(246)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(72)	(28)
Frais d'émission d'actions	(9)	-
Solde à la fin de la période	10 836	10 125
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu – Titres disponibles à la vente</b>		
Solde au début de la période	-	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	3	-
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 4 \$)	7	-
Reclassement de gains réalisés dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3 \$)	(5)	-
Solde à la fin de la période	5	-
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Solde au début de la période	-	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	(51)	-
Pertes sur couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 25 \$)	(48)	-
Reclassement de pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2 \$)	3	-
Solde à la fin de la période	(96)	-
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger</b>		
Solde au début de la période	(789)	(612)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	493	(347)
Incidence de la couverture des gains (pertes) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 164 \$ et 116 \$)	(311)	219
Solde à la fin de la période	(607)	(740)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(698)	(740)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>15 418 \$</b>	<b>14 144 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de la période antérieure ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# BANQUE DE MONTRÉAL

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2007	31 janvier 2006
	Données retraitées (voir la note 2)	Données retraitées (voir la note 6)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Revenu net	348 \$	606 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation		
Dévaluation de titres, autres que de négociation	-	8
Gain net sur titres, autres que de négociation	(44)	(26)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(5 295)	(4 644)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	52	52
Gain à la vente de prêts titrisés (note 4)	(60)	(14)
Variation des instruments financiers dérivés		
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	(6 177)	971
Augmentation (diminution) des passifs dérivés	6 484	(142)
Amortissement des bureaux et du matériel	92	88
Amortissement des actifs incorporels	11	11
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	(61)	32
Diminution nette des impôts exigibles	(501)	(98)
Variation des intérêts courus		
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	206	(6)
Diminution des intérêts à payer	(62)	(84)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 068	(657)
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(2 939)	(3 903)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Augmentation nette des dépôts	7 080	2 001
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	3 922	(1 951)
Augmentation nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	8 135	8 868
Augmentation nette du passif des filiales	3	328
Produit de l'émission d'actions privilégiées	350	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	57	102
Frais d'émission d'actions	(9)	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(82)	(32)
Dividendes versés	(334)	(254)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	19 122	9 062
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(2 153)	922
Achats de titres, autres que de négociation	(11 461)	(2 172)
Échéances de titres, autres que de négociation	7 285	1 897
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	1 098	862
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(1 652)	(4 264)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	942	496
(Augmentation) nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	(9 752)	(2 010)
Bureaux et matériel - achats nets	(29)	(76)
Acquisitions (note 5)	(384)	(75)
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(16 106)	(4 420)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	90	(94)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	167	645
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 458	2 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 625 \$	3 057 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de la période antérieure ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les montants des trois mois terminés le 31 janvier 2006 ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007

(non vérifié)

**1. Normes de présentation**

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 133 de notre Rapport annuel 2006. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

**2. Changements dans la comptabilité**

**Retraitement**

La Banque a retraité les présents états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007 en utilisant une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché pour son portefeuille de négociation sur produits de base. Cette modification, ainsi que les préoccupations quant à la fiabilité des prix obtenus du principal courtier de la banque en matière de produits de base et utilisés dans l'évaluation initiale du 31 janvier 2007, a amené la Banque à conclure que les pertes devraient être constatées pour le premier et le deuxième trimestres de l'exercice 2007. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante sur les périodes antérieures au premier trimestre de 2007.

Le tableau suivant fait état des résultats découlant du rajustement effectué dans le cadre du retraitement et ayant une incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007. Les montants retraités présentés ci-dessous comprennent une réduction de 203 millions de dollars des revenus de négociation et une réduction de 94 millions de dollars du revenu net liée aux périodes antérieures au premier trimestre de 2007.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Pour les trois mois terminés le

**31 janvier 2007**

	Données présentées antérieurement	Données retraitées
<b>État consolidé des résultats</b>		
Revenus (pertes) de négociation 1)	136 \$	(352) \$
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 523	2 014
Rémunération du personnel	1 018	931
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	763	341
Impôts sur les bénéfices	159	(26)
Revenu net	585 \$	348 \$
<b>Résultat par action</b>		
De base	1,15 \$	0,68 \$
Dilué	1,13	0,67
<b>État consolidé du résultat étendu</b>		
Revenu net	585 \$	348 \$
Total du résultat étendu	724	487
<b>État consolidé de la variation des capitaux propres</b>		
Bénéfices non répartis		
Revenu net	585 \$	348 \$
Solde à la fin de la période	11 073	10 836
Total des capitaux propres	15 655	15 418

1) Reflète également le reclassement de 21 millions de dollars effectué entre les postes Revenus de change, autres que de négociation, et Revenus (pertes) de négociation, en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007

(non vérifié)

**2. Changements dans la comptabilité (suite)**

**Modifications des conventions comptables**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté les règles de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant les titres, les instruments dérivés de couverture, les autres éléments du résultat étendu et certains autres instruments financiers. Les données des périodes antérieures n'ont pas été retraitées.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons apporté les rajustements suivants à notre bilan afin de nous conformer aux nouvelles règles :

(en millions de dollars canadiens)

	Au
	<b>1<sup>er</sup> novembre 2006</b>
Augmentation (diminution)	
<b>Bilan consolidé</b>	
Titres disponibles à la vente a)	4 \$
Prêts b) (ii), d)	(87)
Actifs divers	51
Instruments financiers dérivés – actif b)	70
Dépôts b) (ii)	38
Instruments financiers dérivés – passif b)	110
Dettes subordonnées b) (ii)	9
Bénéfices non répartis	(71)
Cumul des autres éléments du résultat étendu – titres disponibles à la vente a)	3
Cumul des autres éléments du résultat étendu – perte provenant des couvertures de flux de trésorerie b) (i)	(51)

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de ces modifications sur notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	<b>31 janvier 2007</b>
Augmentation (diminution) du revenu net	
<b>État consolidé des résultats</b>	
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions – Prêts d)	(2) \$
Revenu autre que d'intérêts – Revenus (pertes) de négociation c)	3
Revenu autre que d'intérêts – Autres b) (i) (ii)	(1)
Impôts sur les bénéfices	-
Revenu net	- \$

**Autres éléments du résultat étendu**

En vertu des nouvelles règles, nous devons présenter un état consolidé du résultat étendu, état qui est constitué du revenu net, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux titres disponibles à la vente, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, ainsi que des gains ou pertes de change nets non réalisés relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger pour la période. Cet état est présenté au-dessus de notre état consolidé de la variation des capitaux propres.

**a) Titres**

En vertu des nouvelles règles, nous devons reclasser certains de nos titres, qui étaient auparavant classés comme titres de placement, dans les titres disponibles à la vente ou dans les titres détenus jusqu'à leur échéance.

## BANQUE DE MONTRÉAL

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007

(non vérifié)

---

#### 2. Changements dans la comptabilité (suite)

Les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que ces titres soient vendus ou, si une perte non réalisée est considérée comme durable, que cette perte non réalisée soit comptabilisée dans le revenu. Les critères utilisés pour déterminer qu'une perte est durable restent inchangés. Les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de prix coté sur un marché, y compris les titres dont la vente est soumise à des restrictions, continueront à être comptabilisés au coût non amorti. Nous n'avons classé aucun de nos titres de placement comme titre détenu jusqu'à échéance.

Les nouvelles règles n'ont pas d'incidence sur la comptabilisation de nos investissements de banques d'affaires ou de nos investissements dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces investissements sont inscrits à notre bilan consolidé dans les titres divers. La note 3 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 contient d'autres renseignements sur nos politiques en matière de valeurs mobilières, de détermination de la juste valeur et de moins value durable.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué nos titres disponibles à la vente à leur juste valeur. Un gain non réalisé net de 3 millions de dollars a été comptabilisé dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

#### b) Instruments dérivés de couverture

En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous comptabilisions les instruments dérivés qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les types de relations de couverture qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture n'ont pas changé en vertu des nouvelles règles. Nous continuerons à désigner nos couvertures comme des couvertures de flux de trésorerie ou comme des couvertures de la juste valeur. La note 9 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 contient une description des éléments ou des transactions que nous couvrons, et fait état de la politique de gestion des risques que nous appliquons pour chaque type de couverture.

##### (i) Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie servent à gérer la hausse ou la baisse possibles du revenu d'intérêts ou des frais d'intérêts relatifs à des actifs et à des passifs à taux variable, attribuables à des variations de taux d'intérêt.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé compensent les variations de la juste valeur de l'élément couvert, elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Toute partie des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé qui ne compense pas les variations de la juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture) est portée directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats. La partie inefficace de nos couvertures de flux de trésorerie totalisait 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Dans le cas des couvertures qui sont interrompues avant la fin de la durée initialement prévue, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont amortis par imputation au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats, sur le reste de la durée de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, la totalité des gains ou des pertes non réalisés est constatée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, dans l'état consolidé des résultats. Le montant de la perte comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu que nous prévoyons reclasser dans l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois s'élève à 15 millions de dollars (10 millions après impôts). Ce montant sera compensé par une hausse du revenu net d'intérêts provenant des actifs et des passifs qui font l'objet de couvertures.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué nos instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie à la juste valeur. La partie de la juste valeur qui compensait la juste valeur de l'élément couvert totalisait 8 millions de dollars (5 millions après impôts) et elle a été comptabilisée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. La partie inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis totalisait moins de 1 million de dollars. Nous avons aussi reclassé, dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes reportées relatives à des couvertures de flux de trésorerie interrompues avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, pour un montant de 86 millions de dollars (56 millions après impôts), pertes qui étaient jusqu'alors comptabilisées dans les actifs divers.

## BANQUE DE MONTRÉAL

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007  
(non vérifié)

---

#### 2. Changements dans la comptabilité (suite)

##### (ii) Couvertures de la juste valeur

Les couvertures de la juste valeur servent à gérer les variations possibles de la valeur de nos actifs et passifs à taux fixe, attribuables à des variations de taux d'intérêt. Dans le cas des couvertures de la juste valeur, non seulement l'instrument dérivé de couverture est comptabilisé à sa juste valeur, mais les actifs et passifs à taux fixe qui font partie de la relation de couverture sont rajustés en fonction des variations de la valeur du risque qui est couvert (quasi juste valeur). Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé ne neutralisent pas les variations du rajustement de la quasi juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture), le montant net sera porté directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats. La partie inefficace de nos couvertures de la juste valeur totalisait moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur qui sont interrompues, nous cessons de rajuster l'élément couvert à la quasi juste valeur. Le rajustement à la quasi juste valeur de l'élément couvert est comptabilisé comme un rajustement du revenu ou des frais d'intérêts relatifs à cet élément, sur le reste de sa durée. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, tout rajustement à la quasi juste valeur sera inclus dans la détermination du gain ou de la perte découlant de la vente ou du règlement.

Lorsque nous avons réévalué à la juste valeur les instruments dérivés de couverture de la juste valeur, le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons rajusté en conséquence la valeur comptable des éléments que nous couvrons avec ces instruments dérivés (rajustement à la quasi juste valeur). La différence entre ces deux montants a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et totalisait moins de 1 million de dollars. Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons aussi reclassé des montants reportés relatifs à des couvertures de la juste valeur interrompues avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, montants qui étaient jusqu'alors comptabilisés dans les actifs divers, afin de rajuster la valeur comptable des éléments qui étaient auparavant couverts. Les rajustements à la quasi juste valeur relatifs à ces deux opérations étaient constitués d'une augmentation des prêts de 3 millions de dollars, d'une augmentation des dépôts de 38 millions de dollars, d'une augmentation de la dette subordonnée de 9 millions de dollars et d'une augmentation des actifs divers de 6 millions de dollars.

##### c) Option de la juste valeur

Les nouvelles règles permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1<sup>er</sup> novembre 2006 lors de l'adoption des nouvelles règles ou être désignés au moment lors de l'acquisition de nouveaux instruments financiers, et la désignation est irrévocable.

Les billets structurés émis par la Banque comprennent des options incorporées. La Banque conclut des contrats sur instruments dérivés qui gèrent notre risque lié aux variations de la juste valeur du billet structuré attribuables aux variations des taux d'intérêt. Les billets structurés sont désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur, qui harmonise mieux le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Ces billets sont classés dans les passifs divers. Au 31 janvier 2007, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets étaient respectivement de 532 millions et de 526 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces billets comme instruments de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007. L'augmentation a été neutralisée par une perte sur les instruments dérivés.

Les titres de nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance ont été désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la valeur comptabilisée des titres qui les soutiennent, la comptabilisation de ces titres à leur juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres au 31 janvier 2007 était de 33 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces titres comme instruments de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué le portefeuille des billets structurés et certains titres de nos filiales du secteur de l'assurance à leur juste valeur. Une perte nette non réalisée de moins de 1 million de dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

##### d) Méthode du taux d'intérêt effectif

Les commissions de montage des prêts sont comprises dans nos soldes de prêts et sont constatées dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, sur la durée de vie des prêts établis. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, des montants égaux relatifs aux commissions de montage étaient comptabilisés pour chacune des périodes de la durée de vie du prêt établi. En vertu des nouvelles règles, nous devons utiliser la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les commissions de montage des prêts, de sorte que le montant comptabilisé varie tout au long de la durée du prêt en fonction du capital qui reste à rembourser.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007

(non vérifié)

**2. Changements dans la comptabilité (suite)**

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons rajusté nos commissions de montage reportées afin d'obtenir le solde qui aurait été obtenu si nous avions toujours comptabilisé ces commissions selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence a été une diminution des prêts, au poste prêts hypothécaires à l'habitation, de 87 millions de dollars, une diminution du passif d'impôts futurs de 30 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 57 millions de dollars.

**3. Provision pour pertes sur créances**

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Au 31 janvier 2007 et au 31 janvier 2006, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le					
	Provision spécifique		Provision générale		Total	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006	31 janvier 2007	31 janvier 2006	31 janvier 2007	31 janvier 2006
Solde au début de la période	153 \$	169 \$	905 \$	959 \$	1 058 \$	1 128 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	52	52	-	-	52	52
Recouvrements	22	20	-	-	22	20
Radiations	(74)	(71)	-	-	(74)	(71)
Écarts de change et autres	3	-	17	(14)	20	(14)
Solde à la fin de la période	156 \$	170 \$	922 \$	945 \$	1 078 \$	1 115 \$

**4. Titrisation**

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 948 millions de dollars pour un produit en espèces total de 942 millions de dollars. Aucune perte sur créances n'a été prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé des gains de 5 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 37 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 8 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts. Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,7 années, un taux de remboursement anticipé de 9,0 %, un taux d'intérêt de 5,33 % et un taux d'actualisation de 4,19 %.

De plus, les gains à la vente de prêts vendus à toutes les entités de titrisation à rechargement ont été de 55 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

**5. Acquisitions**

**First National Bank & Trust**

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 342 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

**bcpbank Canada**

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 42 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007

(non vérifié)

**5. Acquisitions (suite)**

**Villa Park Trust and Savings Bank**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale de 75 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2007		31 janvier 2006
	First National	bcpbank Canada	Villa Park
Encaisse	80 \$	47 \$	16 \$
Valeurs mobilières	348	23	56
Prêts	1 013	292	247
Bureaux et matériel	35	9	4
Écart d'acquisition	168	8	43
Actif incorporel (dépôts de base)	48	12	7
Actifs divers	53	2	2
Total de l'actif	1 745	393	375
Dépôts	1 377	339	296
Passifs divers	26	12	4
Total du passif	1 403	351	300
Prix d'achat	342 \$	42 \$	75 \$

La répartition du prix d'achat de First National et de bcpbank Canada est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

**6. Rémunération du personnel**

**Modification de la convention comptable**

Au cours de l'exercice terminés le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'ICCA concernant la rémunération à base d'actions.

Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte de cette modification.

**Options d'achat d'actions**

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons attribué 1 219 500 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 7,54 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2007

Rendement prévu des actions	3,8 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,6 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,4 ans

**Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs**

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006	31 janvier 2007	31 janvier 2006
Prestations constituées par les employés	40 \$	34 \$	5 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	55	52	12	11
Perte actuarielle constatée dans la charge	16	21	4	4
Amortissement du coût des modifications aux régimes	2	1	(1)	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(69)	(62)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	44	46	19	17
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	13	13	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	4	3	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	61 \$	62 \$	19 \$	17 \$

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007  
*(non vérifié)*

**7. Charge de restructuration**

Le 31 janvier 2007, nous avons inscrit une charge de restructuration de 135 millions de dollars à notre état consolidé des résultats. Les objectifs de la restructuration sont d'améliorer le service à la clientèle en affectant des fonds et d'autres ressources à l'amélioration de la prestation des employés des ventes et du service qui sont en contact direct avec la clientèle, en mettant au point des processus et des systèmes plus efficaces dans l'ensemble de l'organisation et en continuant d'accélérer le rythme de croissance de l'organisation.

La charge est liée à la suppression d'environ 1 000 postes, essentiellement au sein de groupes dont les employés n'ont pas d'interactions directes avec la clientèle, et ce, dans l'ensemble des fonctions de soutien et des groupes d'exploitation de l'organisation. La charge se répartit de la façon suivante : 117 millions de dollars pour des indemnités de licenciement, 11 millions pour des charges liées à des locaux et 7 millions pour divers autres coûts.

Les charges liées aux locaux comprennent les frais d'annulation des baux dans les cas où nous avons légalement mis fin à nos obligations locatives, ainsi que la valeur comptable des actifs abandonnés.

Nous avons engagé une firme de services professionnels afin d'obtenir des conseils stratégiques et organisationnels en rapport avec nos initiatives de restructuration. Une charge de 7 millions de dollars pour ces services a été incluse dans la charge de restructuration.

Au 31 janvier 2007, nous avons inscrit dans les autres passifs de notre bilan consolidé, au poste passifs divers, une somme de 121 millions de dollars relativement aux sommes qui devront être payées au cours de périodes futures.

**8. Capital-actions**

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, de série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au coût de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons racheté 1 194 900 actions ordinaires au prix moyen de 69,08 \$ l'action, pour une somme totale de 82 millions de dollars. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous avons racheté 538 200 actions ordinaires au prix moyen de 60,33 \$ l'action, pour une somme totale de 32 millions de dollars. Nous avons racheté 1 660 700 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat, présentée dans le cours normal de nos activités, qui est actuellement en vigueur et qui arrive à échéance le 5 septembre 2007. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

**Capital-actions en circulation a)**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**31 janvier 2007**

	Nombre	Montant	Convertibles en...
<b>Actions privilégiées classées dans le passif</b>			
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
		450	
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	-
		946	
Actions ordinaires	500 834 764	4 279	-
Capital-actions		5 225 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	23 584 878 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, aux pages 118 à 121 de notre Rapport annuel 2006.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007  
 (non vérifié)

**9. Principes comptables généralement reconnus des États-Unis**

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)	Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
	Données retraitées (voir la note 2)	Données retraitées (voir la note 6)
Revenu net – selon les PCGR du Canada	<b>348 \$</b>	606 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	<b>(12)</b>	(37)
<b>Revenu net – selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>336 \$</b>	569 \$
Résultat par action		
De base – selon les PCGR du Canada	<b>0,68 \$</b>	1,19 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	<b>0,65</b>	1,12
Dilué – selon les PCGR du Canada	<b>0,67</b>	1,17
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	<b>0,64</b>	1,10

**Instruments financiers hybrides**

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable des États-Unis sur les instruments financiers hybrides. Les nouvelles règles nous permettent de choisir d'évaluer certains instruments financiers hybrides à leur juste valeur dans leur totalité, les changements à la juste valeur étant constatés dans le revenu net. Selon les règles antérieures, seul l'instrument dérivé incorporé dans l'instrument financier hybride était comptabilisé à la juste valeur. Nous n'avons évalué aucun instrument financier hybride à la juste valeur. La nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

**Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs**

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable des États-Unis sur les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs. Les nouvelles règles exigent que nous constations à notre bilan consolidé la situation de capitalisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, avec un rajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts. Le calcul des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs ne changera pas.

**Instruments financiers**

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons adopté les nouvelles règles comptables canadiennes concernant les instruments financiers, les couvertures et les autres éléments du résultat étendu, qui sont harmonisées avec les normes comptables américaines (voir la note 2).

**10. Segmentation opérationnelle et géographique**

**Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

**Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

**Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises du Canada, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

## BANQUE DE MONTRÉAL

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007  
(non vérifié)

---

#### 10. Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

##### **Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises des États-Unis, principalement dans la région de Chicago et dans l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

##### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

##### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de services de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur instruments d'emprunt, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

##### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations (T&O) et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité T&O assure à la Banque des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes PE, GP et BMO MC et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

##### **Normes de présentation**

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

##### *Base d'imposition comparable*

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

## BANQUE DE MONTRÉAL

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007  
(non vérifié)

---

#### 10. Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

##### *Dotations à la provision pour pertes sur créances*

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

##### **Répartitions intergroupes**

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

##### **Information géographique**

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours de la période à l'étude à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007

(non vérifié)

**10. Segmentation opérationnelle et géographique (suite)**

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007 (Données retraitées - voir la note 2)	PE – Canada	PE – États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	760 \$	186 \$	151 \$	232 \$	(94) \$	1 235 \$	(39) \$	1 196 \$
Revenu autre que d'intérêts	406	42	355	(25)	92	870	-	870
Revenu total	1 166	228	506	207	(2)	2 105	(39)	2 066
Dotation à la provision pour pertes sur créances	80	9	1	20	(58)	52	-	52
Frais autres que d'intérêts	649	175	359	328	162	1 673	-	1 673
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	437	44	146	(141)	(106)	380	(39)	341
Impôts sur les bénéfices	145	15	51	(123)	(75)	13	(39)	(26)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19
Revenu net	292 \$	29 \$	95 \$	(18) \$	(50) \$	348 \$	- \$	348 \$
Actif moyen	117 128 \$	23 509 \$	6 960 \$	192 772 \$	3 066 \$	343 435 \$	- \$	343 435 \$
Écarts d'acquisition (au)	101 \$	778 \$	327 \$	98 \$	2 \$	1 306 \$	- \$	1 306 \$

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2006 3)	PE – Canada	PE – États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	726 \$	185 \$	138 \$	207 \$	(43) \$	1 213 \$	(31) \$	1 182 \$
Revenu autre que d'intérêts	370	40	326	536	27	1 299	-	1 299
Revenu total	1 096	225	464	743	(16)	2 512	(31)	2 481
Dotation à la provision pour pertes sur créances	78	8	1	20	(55)	52	-	52
Frais autres que d'intérêts	624	161	327	420	48	1 580	-	1 580
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	394	56	136	303	(9)	880	(31)	849
Impôts sur les bénéfices	132	23	45	81	(26)	255	(31)	224
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19
Revenu net	262 \$	33 \$	91 \$	222 \$	(2) \$	606 \$	- \$	606 \$
Actif moyen	111 467 \$	21 625 \$	6 428 \$	154 745 \$	4 533 \$	298 798 \$	- \$	298 798 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	591 \$	325 \$	98 \$	2 \$	1 109 \$	- \$	1 109 \$

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007 (Données retraitées - voir la note 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total 2)
Revenu net d'intérêts	913 \$	245 \$	77 \$	1 235 \$
Revenu autre que d'intérêts	999	(161)	32	870
Revenu total	1 912	84	109	2 105
Dotation à la provision pour pertes sur créances	51	1	-	52
Frais autres que d'intérêts	1 213	418	42	1 673
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	648	(335)	67	380
Impôts sur les bénéfices	164	(166)	15	13
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	470 \$	(174) \$	52 \$	348 \$
Actif moyen	203 317 \$	107 919 \$	32 199 \$	343 435 \$
Écarts d'acquisition (au)	419 \$	887 \$	- \$	1 306 \$

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2006 3)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total 2)
Revenu net d'intérêts	902 \$	273 \$	38 \$	1 213 \$
Revenu autre que d'intérêts	900	353	46	1 299
Revenu total	1 802	626	84	2 512
Dotation à la provision pour pertes sur créances	49	3	-	52
Frais autres que d'intérêts	1 121	426	33	1 580
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	632	197	51	880
Impôts sur les bénéfices	190	63	2	255
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	428 \$	129 \$	49 \$	606 \$
Actif moyen	185 877 \$	87 015 \$	25 906 \$	298 798 \$
Écarts d'acquisition (au)	410 \$	699 \$	- \$	1 109 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

3) Les chiffres du tableau ci-dessus ont été retraités pour tenir compte des modifications qui ont été apportées aux conventions comptables et qui sont décrites aux notes 3 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

**Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires**

*Prix d'achat moyen des actions*

Novembre 2006 70,56 \$

Décembre 2006 68,64 \$

Janvier 2007 70,81 \$

**Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :**

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

**Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :**

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

**Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser à la :**

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com)**